Economie politique, Et politiques économiques au Maroc

Najib Akesbi¹

Paru dans : Economie politique du Maroc, ouvrage collectif, Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales, Hors-série, volume XIV, Avril 2017.

« L'exception marocaine », mythe ou réalité ? Une question qui revient souvent dans le débat public depuis le « printemps arabe ». Si elle a pu faire débat, voire controverse ces dernières années, force est de constater, avec l'historien, que six décennies plus tôt, les conditions dans lesquelles le pays avait entamé l'ère de son indépendance politique comportait une assez forte dose d'exceptions². Au moins trois faits marquants peuvent illustrer cette « exception marocaine ».

Le premier est politique. Le Maroc est en effet un des très rares pays où le mouvement de résistance puis de libération nationale, une fois l'indépendance acquise, ne s'était guère installé au pouvoir. Après avoir impliqué la monarchie régnante dans le mouvement nationale, les dirigeants de celui-ci avaient été jusqu'à conditionner l'obtention de l'indépendance par le retour d'exil de Mohammed V. Mais une fois l'indépendance obtenue, le rapport de force allait peu à peu évoluer en faveur de l'Institution monarchique, et les principales forces du mouvement national, associées pendant quelques années à quelques gouvernements précaires, seront renvoyées dans l'opposition dès le début des années 60, avant de subir une répression féroce. Hassan II, qui prendra les rênes du pouvoir, va s'atteler à jeter les bases d'un régime autoritaire, une « monarchie exécutive » où le roi gouverne, en alliance avec d'autres forces, intérieures et extérieures.

Le deuxième fait est territorial. Alors qu'il avait été occupé par deux puissances coloniales, le Maroc ne recouvre que progressivement et partiellement sa souveraineté territoriale : le Centre « français », puis le Nord « espagnol » et la « Tanger internationale » successivement en mars, avril et octobre 1956, Tarfaya en 1957, Sidi Ifni en 1969, *Saguiat El Hamra* en 1975, *Oued Eddahab* en 1979... Aujourd'hui, et alors que la récupération de ces deux dernières parties du territoire national n'est encore guère reconnue au niveau international, il existe des « bouts de territoire » toujours occupés : *Sebta*, *Melilla*, divers îlots sur la rive méditerranéenne. Encore que si le territoire c'est la terre, la décolonisation est d'abord la récupération de celle-ci. Or, le Maroc va là aussi se distinguer par le fait que sa décolonisation ne changera rien à la situation de ses colons, qui pourront rester sur les terres qu'ils avaient occupées pendant plus d'une quinzaine d'années encore... La terre, dont les « statuts » resteront à ce jour largement « ouverts », constituera un champ privilégié d'articulation de nouvelles alliances et du nouveau pouvoir qui s'installe et perdure.

---

¹ Economiste, professeur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat.

² M. Kably (Présentation et direction), *Histoire du Maroc – Réactualisation et synthèse*, Editions de l'Institut Royal pour la Recherche sur l'Histoire du Maroc, Rabat, 2011, pp. 657-570.

Le troisième fait est sectoriel, et renvoie à des choix de développement. Alors que dans les années 60, la plupart des pays nouvellement indépendants ne juraient que par l'industrialisation, assimilée au développement, le Maroc opte plutôt pour l'agriculture dont il fait la priorité de son « modèle de développement »³. Certes, il ne s'agira que d'une certaine agriculture (limitée aux zones irriguées et orientée vers les exportations), mais il apparaîtra clairement que ce choix sera d'abord commandé par des considérations sociopolitiques, précisément par la volonté de l'Etat central d'asseoir les bases de son pouvoir sur le relais des notables ruraux, et y constituer, selon l'expression de Rémy Levau, « le centre de gravité du système politique au profit de la monarchie »⁴. Comme l'explique l'auteur du « Fellah marocain, défenseur du trône », ce choix va en conditionner bien d'autres : hégémonie des propriétaires fonciers, impossibilité de réforme agraire, défiscalisation agricole interdisant le financement par l'agriculture de l'industrialisation du pays, alliances internationales permettant le financement par l'étranger des investissements projetés... Ce faisant, ce choix a également conduit tout droit vers cette accablante réalité d'aujourd'hui : Six décennies après son indépendance, l'économie du pays reste tributaire des résultats des campagnes agricoles, elles-mêmes étroitement dépendantes des aléas climatiques. On en est encore à ressasser la formule du commissaire résident général Théodore Steeg (1925-1928): Au Maroc, gouverner c'est pleuvoir...

Un pouvoir politique qui se hâte de se débarrasser du mouvement national du pays, un territoire à l'intégrité encore inachevée et aux nombreux « espaces » maintenus dans le flou et l'indétermination, une économie dont le principal ressort tombe du ciel... Si l'on ajoute que l'ensemble reste articulé autour d'Institutions dont le rôle a souvent été déterminant, on comprend qu'il soit difficile d'avoir aujourd'hui une compréhension à peu près correcte de l'économie marocaine sans recourir à une approche et une grille d'analyse en termes d'économie politique. Cette dernière n'est toutefois pas celle des premiers « classiques » (Smith, Ricardo...), mais de Marx et de ses disciples qui en ont fait la « critique », mettant en évidence sa fonction première : « expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste »⁵. Comment analyser « les lois de formation » de l'économie marocaine tout au long du dernier demi-siècle ? Quels en ont été les fondements et les choix structurants ? Comment les politiques économiques ont-elles façonné l'économie politique du Maroc ? Par quelles méthodes et quels mécanismes ont été tissés les fils conducteurs à la situation actuelle ? Comment les mêmes causes ont-elles obstinément produit les mêmes effets ? Comment l'économique s'est-il articulé au politique (et inversement) pour aboutir à un état de fait d'une économie dont même « l'émergence » semble encore lointaine ? Et pour tout dire, quelle est la responsabilité du système politique dans le mal-développement du pays ?

Nous essaierons de répondre à certaines de ces questions en commençant par rappeler les choix fondateurs effectués il y a un demi-siècle. Il faudra ensuite s'attacher à exposer les « moyens » mis en œuvre au service des options et des objectifs retenus, c'est-à-dire s'appliquer à relater les faits et restituer les politiques publiques, économiques, sociales et

---

³ N. Akasbi, « Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine », Rapport du groupe thématique *Croissance économique et développement humain ; 50 ans de développement humain et perspectives 2025, Cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc*, Rabat, 2005.

⁴ R. Levau, *Le fellah marocain, défenseur du trône*, éditions de la Fondation Nationale des Sciences politiques, Paris, 1976, p.235.

⁵ Cf. R. Luxembourg, *Introduction à l'économie politique* (1925), éd. Anthropos, 1970, p.27.

financières conduites tout au long des dernières décennies. Nous pourrons enfin tenter d'en tirer les conséquences majeures et suggérer de repenser l'ensemble de l'expérience à l'aune des réalités politiques du pays.

I. Les choix fondateurs d'une stratégie cinquantenaire

L'histoire retient que le règne de Hassan II avait commencé dans un contexte pour le moins tendu, marqué par l'installation d'un gouvernement conservateur, et l'affirmation de nouvelles alliances pour installer et consolider le nouveau régime, notamment avec les notables ruraux comme cela a déjà été noté, mais aussi avec la bourgeoisie traditionnelle citadine, des groupes d'intérêts étrangers...

La détérioration de la situation économique va cependant conduire à l'éclatement d'une crise financière qui fera le lit de la première intervention, en 1964, des Institutions financières internationales dans les affaires intérieures du pays, en l'occurrence le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La mission de cette dernière en particulier entreprit d'« évaluer les potentialités de développement de l'économie du pays », et de « suggérer les éléments d'un programme d'investissement susceptible de permettre une accélération de la croissance économique »⁶. Son rapport allait « recommander » un programme largement dominé par la priorité aux infrastructures économiques (barrages, routes, ports et aéroports, télécommunications...) et quelques activités productives mais surtout génératrices de devises (agriculture d'exportation, tourisme, mines...)⁷. Les politiques monétaires et budgétaires accompagnant ce programme étaient des plus orthodoxes, ajoutant à « l'austérité positive » (restrictions au niveau des dépenses publiques), de fortes augmentations des impôts indirects et autres taxes à la consommation. En revanche, soucieux de promouvoir le capital privé, le rapport plaide pour une fiscalité qui doit « offrir des stimulants positifs à l'investissement privé » et « à l'esprit d'entreprise », ce qui devait amener l'Etat à baisser l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises, et se garder d'une imposition réellement progressive des revenus⁸.

On va en fait retrouver cette nouvelle orientation dans les « Plans de développement » qui vont se succéder dans les années et décennies suivantes. C'est ainsi que le Plan triennal 1965-1967 comportera explicitement trois priorités : l'agriculture, le tourisme et la formation des cadres⁹. On y affirme que l'Etat doit « promouvoir et harmoniser les initiatives individuelles au lieu d'enserrer dans un système trop rigide de planification et d'administration l'ensemble des activités économiques du pays »¹⁰. Il n'empêche que sur un programme d'investissement global de 6.2 milliards de dirhams, la part de l'Etat et de ses établissements publics doit atteindre 60% (et 85% si l'on tient compte des investissements réalisés par les entreprises publiques). Il faut dire qu'à l'époque, en raison de la jeunesse du secteur privé et sa faible propension à s'engager dans la réalisation d'investissements d'infrastructures peu ou non rentables, il apparaissait aller de soi qu'un tel effort revint en premier lieu à l'Etat¹¹.

---

⁶ Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), *The Economic Development of Morocco*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1966.

⁷ Selon l'expression de F. Chajai (1976, p.145), ce programme représentait « le parfait exemple du modèle périphérique ».

⁸ N. Akasbi, « Structures fiscales et politiques du Maroc indépendant », *Lamalif*, revue mensuelle, n°101, Casablanca, 1978.

⁹ Division de la Coordination Economique et du Plan (DCEP), *Plan Triennal 1965-67*, Rabat, 1965 ; J. Salmi, *Planification sans développement*, éditions maghrébines, Casablanca, 1979, p.171.

¹⁰ *Plan Triennal 1965-67*, op. cit., p.20.

¹¹ T. Ezzaki, *Infrastructure et développement au Maroc*, éd. Stouky, Rabat, 1981.

Le Plan suivant (1968-1972) restera dans la ligne des orientations clairement affirmées à partir de 1964¹², mais c'est surtout le Plan quinquennal 1973-1977 qui va les consolider en les inscrivant dans une perspective plus « volontariste » et plus « internationaliste »¹³. Elaboré dans un contexte d'instabilité politique qui a failli à plusieurs reprises emporter le régime (coups d'état de 1971 et 1972, soulèvement armé dans l'est du pays en 1973), ce Plan reconnaît certes la nécessité d'une « répartition plus équitable », mais de toute évidence, son principal objectif n'est autre que la « maximisation du taux de croissance » pour assurer le « décollage économique » du pays. Ceci explique-t-on, peut être obtenu d'une part par une augmentation du taux d'utilisation des capacités de production (notamment dans certaines industries légères telles les industries alimentaires, de chimie et parachimie...), et d'autre part par le développement des exportations présenté comme « une nécessité inéluctable et une condition du décollage économique ». Les rédacteurs du Plan estiment que « notre pays peut être compté parmi les pays du monde les mieux placés pour augmenter leur revenu national et le rythme de leur développement par le commerce extérieur »... Outre les secteurs traditionnellement exportateurs (dans l'agro-alimentaire en particulier), il est question de promouvoir à cette fin le secteur des produits de montage, de finition, ceux s'inscrivant dans « une spécialisation dans les industries de transfert du Centre vers la périphérie dans le cadre de la nouvelle répartition du travail à l'échelle internationale »¹⁴.

L'essentiel des choix fondamentaux qui vont déterminer le « modèle de développement » de l'économie marocaine est ainsi clairement défini au cours de la décennie 1964-1973 du siècle précédent. Récapitulons à travers une approche transversale. Au fond, le modèle marocain repose sur un double choix qui prendra souvent l'allure d'une double profession de foi. Le premier est celui d'une économie de marché dont la règle est celle de la concurrence et le moteur n'est pas l'Etat mais le secteur privé. Ainsi, en 1967, le ministre des finances de l'époque annonçait fièrement que « le Maroc a choisi la voie du libéralisme. Il servira d'exemple dans ce domaine à l'Afrique toute entière »¹⁵. Le second est un parti pris dans le débat qui opposait sur le terrain de l'économie de développement les partisans du modèle de « l'import-substitution » aux tenants du modèle de « promotion des exportations », c'est-à-dire de la croissance « tirée » par les exportations. Le parti pris pour ce dernier marquait ainsi une ferme volonté de « maximiser » la croissance à travers une pleine et entière intégration à ce qu'il était convenu à l'époque d'appeler « Division internationale du travail », expression qui cédera par la suite la place à celle de « mondialisation »...

Relevant de la profession de foi, ce double choix est aussi un double pari :

* Pari sur la capacité du secteur privé à être l'acteur principal et le « moteur » du développement, par son aptitude à produire de « l'initiative », à créer et innover, et donc à investir, offrir de l'emploi, optimiser les conditions de production, distribuer des revenus...;

* Pari sur les vertus d'une bonne insertion dans les chaînes de valeur internationales, et sur leur capacité à tirer les taux de croissance vers le haut, insertion qui, du reste, ne se limite pas

---

¹² H. El Malki, *Le financement du développement économique au Maroc (1960-1977) : Problèmes et perspectives*, Les éditions maghrébines, Casablanca, 1973.

¹³ Secrétariat au Plan, au Développement Régional et à la Formation des Cadres (SPDRFC), *Plan de Développement Economique et Social 1973-1977*, Volume 1 – *Perspectives générales de développement*, Rabat, 1973.

¹⁴ SPDRFC, 1973, op. cit., p.48.

¹⁵ Cité par D. Ben Ali, « Changement de pacte social et continuité de l'ordre politique au Maroc », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, éditions du CNRS, tome XXVM, Aix-en-Provence, 1989.

seulement aux échanges de biens (exportation de marchandises), mais se déploie tout autant à travers les services (le tourisme, et arriveront plus tard les « centres d'appel »...), les flux migratoires, les investissements directs étrangers...

Par ailleurs, il faut ajouter que peu à peu, les priorités sectorielles vont évoluer pour être encore mieux en phase avec les exigences du double choix « privé / export ». C'est ainsi que la priorité à l'agriculture se focalise sur l'agriculture d'exportation, et l'intérêt pour l'industrie « légère » évolue vers les segments de sous-traitance internationale. Quant au choix pour le marché et le secteur privé, il se matérialise dans l'aménagement des conditions favorables à l'expansion de ce dernier, même quand cela s'est fait sur le compte de la « qualité » du premier, puisque c'est la logique de la protection et de la rente – plutôt que celle de la concurrence « pure et parfaite »- qui continuera à prévaloir.

Cette stratégie, dans ce qu'elle a de fondamental, c'est-à-dire dans ses choix fondamentaux pour l'économie de marché et la croissance tirée par l'extérieur, restera immuable jusqu'à aujourd'hui, traversant les décennies et survivant au changement de règne qui s'opère en 1999. Le règne de Mohammed VI ne marque donc pas une rupture mais une inflexion dans le cours d'orientations cinquantennaires, en ce sens que les options de base étant maintenues, de nouvelles initiatives sont prises pour accélérer ou accentuer une dynamique engagée (investissements d'infrastructures, libéralisation des échanges...), décomposer un cadre stratégique existant (un plan national auquel se substituent des plans sectoriels) ou encore introduire une nouvelle gouvernance plus en phase avec l'air du temps et néanmoins démocratiquement encore plus problématique...

Au service de ses choix stratégiques, force est de constater cependant que l'Etat a mobilisé des ressources considérables, et déployé des politiques publiques multiples et variées. Au fil du temps et des circonstances, ces politiques ont naturellement évolué, même si elles ont continué de poursuivre les mêmes objectifs. Pour présenter et analyser ces politiques tout au long des cinq dernières décennies, une périodisation s'avère nécessaire. Toutefois, moins pour des raisons de fond que par souci de clarté et de commodité de l'exposé, nous allons adopter une périodisation dont en gros « deux tiers » se référeront au règne de Hassan II, alors que le dernier « tiers » couvrira le règne de Mohammed VI.

La première période va du milieu des années 60 au début des années 80 du siècle passé : elle commence par l'élaboration progressive des orientations stratégiques explicitées plus haut et se poursuit par un engagement massif et multidimensionnel de l'Etat afin d'installer puis renforcer l'assise matérielle du capital privé ainsi que les conditions de sa valorisation. La seconde période s'étend sur les décennies 80 et 90, prenant fin avec le changement de règne de 1999. Elle est celles des politiques d'ajustement et post-ajustement structurels, avec leurs cortèges de mesures de libéralisation des marchés et des prix, de privatisations et de concessions, l'objectif étant toujours d'aménager un cadre encore plus favorable à l'affirmation de l'économie de marché et du secteur privé. La troisième période enfin commence avec le règne de Mohammed VI et continue avec lui. Elle marque la continuité stratégique et néanmoins se distingue par de nouvelles « formes », de nouveaux rythmes et de nouvelles procédures...

Sachant que c'est souvent la continuité qui prévaut sur le changement, ce « découpage » temporel apparaîtra dans de nombreux cas plus formel que réel. Il constituera néanmoins un fil conducteur utile pour comprendre l'évolution à long terme de politiques publiques dont on a rarement loué la simplicité, et encore plus rarement l'efficacité et l'équité.

II. L'Etat postcolonial au service du capital privé

S'il faut, à grands traits, rappeler en les synthétisant les politiques publiques conduites pendant le règne de Hassan II, on peut essayer d'y distinguer quatre grandes composantes, organisées par rapport à la nature de leur contribution à la mise en place et au renforcement de l'assise matérielle du capital privé et des conditions de sa valorisation. C'est ainsi que :

1. Les opérations de « marocanisation », de privatisation ou encore de concession en gestion déléguée de services publics ont principalement cherché à étendre l'assise foncière, industrielle et financière du capital privé, et au-delà à élargir le champ du profit et de ses conditions d'accumulation ;
2. L'engagement dans la construction d'infrastructures économiques avait d'abord pour objet de socialiser une partie des coûts de valorisation du capital, permettant ainsi une plus grande rentabilisation des investissements privés ;
3. Les politiques macro-économiques, en prélevant leurs ressources essentiellement auprès des classes moyennes et pauvres, pour les redistribuer ensuite sous forme de marchés publics, de subventions et de dépenses fiscales au profit d'intérêts privés bien déterminés, ont affirmé une volonté de mettre les finances publiques au service des finances privées ;
4. Les politiques de libéralisation des prix et des marchés, intérieurs et vis-à-vis de l'extérieur, ont eu pour objectif de consolider les bases de « l'économie de marché », permettant au capital privé de tirer avantage des différentes formes de désengagement de l'Etat d'une part et d'intégration au marché mondial d'autre part.

Il faut souligner de prime abord que ces politiques sont pour la plupart traversées par un phénomène particulier qui a pour nom la rente et qui va parfaitement encadrer le « modèle » marocain dans l'univers de l'économie politique. La rente en effet est un phénomène transversale qui va prendre de multiples formes et va s'incruster dans différentes politiques, y compris quand celles-ci prétendent précisément lutter contre celle-là...

Les trois premières composantes seront examinées dans cette deuxième partie, la quatrième composante le sera dans la partie suivante, consacrée aux politiques d'ajustement structurel.

2.1. Marocanisation et privatisation pour étendre le champ du capital privé

Le Maroc indépendant a connu d'importants mouvements de transferts de propriété concernant aussi bien le capital foncier que celui industriel, commercial, ou encore financier. Ces transferts ont d'abord été opérés sous couvert de « marocanisation », puisqu'elles ont impliqué les anciens colons d'une part et des marocains d'autre part. Elles ont ensuite porté le nom de « privatisation », opération à travers laquelle c'est le capital public qui a cette fois été cédé au secteur privé. Elles ont enfin évolué vers des formes dites de « partenariat public – privé », permettant à l'Etat de concéder au secteur privé l'exploitation « en gestion déléguée » de patrimoines publics ou de services collectifs. Les transferts en question ont revêtu des formes légales ou illégales selon qu'elles ont pu être conduites sous couvert d'un texte de loi porté à la connaissance de tous à travers sa publication au Bulletin officiel du Royaume, ou qu'elles ont eu lieu dans l'opacité totale, en dehors de toute légalité formelle, voire en

infraction avec la législation existante. Leur finalité est cependant restée toujours la même : étendre et renforcer l'assise foncière, industrielle et financière du capital privé, et au-delà comme l'affirmera Hassan II dans son discours du trône de 1971, « élargir au sein du pays le champ de la libre entreprise »¹⁶, et partant le champ du profit et de ses conditions d'accumulation.

2.1.1. Marocanisation : légale et illégale...

Les premières vagues de transfert de propriété ont naturellement concerné la terre, en l'occurrence le million d'hectares des meilleures terres agricoles recensées en tant que terres exploitées par des colons à la veille de l'indépendance. Que sont devenues ces terres ?

Alors que cette question a toujours été entourée d'une opacité totale, il n'est possible que de s'accrocher à quelques faits et chiffres avérés, à partir desquels on peut poser de nouvelles et légitimes questions. En effet, d'après les statistiques officielles établies au début de l'indépendance, ce que l'on sait est que sur exactement les 1.017.000 hectares (ha) exploités par les colons, on comptait 289.000 ha de terres de « colonisation officielle » et 728.000 ha de terres de « colonisation privée »¹⁷. La première catégorie de terres avait été récupérée et pour l'essentiel redistribuée dans le cadre des opérations dites de « réforme agraire » tout au long des années 60 et 70. La deuxième catégorie avait fait l'objet de deux textes de loi qui en interdisaient la cession à des acheteurs marocains sans autorisation préalable¹⁸. Or, lorsqu'en 1973, on décréta officiellement la « marocanisation » de ce qui restait des terres de colonisation, on ne pourra récupérer que quelques 300.000 ha... Où avaient disparu les plus de 400.000 ha manquants ?¹⁹ Qui en avait bénéficié et dans quelles conditions ? Aucune explication, aucune information n'a jamais été publiée à ce sujet.

Mais le compte n'y est pas encore... Les terres récupérées en 1973 avaient pour leur part été confiées à deux sociétés d'état (SODEA et SOGETA²⁰) créées pour en assurer la continuité d'exploitation. Et là encore, face à une gestion maintenue totalement opaque, on ne dispose que d'un autre repère pour être instruit sur le sort réservé à ces terres. En effet, dans le cadre du « partenariat public-privé », l'Etat avait décidé à partir de 2005 de liquider les deux sociétés créées en 1973 en donnant en concession de longue durée les fermes qu'elles détenaient encore sous leur responsabilité. Lorsque les trois opérations de mise en concession furent achevées en 2012, il fallait bien reconnaître qu'on n'avait pu distribuer que près de 100.000 ha... Où avaient disparu 200.000 ha sur les 300.000 ha récupérées en 1973 ?!

Au total, force est de constater que ce sont quelques 600.000 ha des meilleures terres du pays qui auraient fait l'objet de cessions entre colons et marocains, dans des conditions souvent illégales, toujours obscures et pour le moins douteuses. Qui en a bénéficié et dans quelles

---

¹⁶ Cf. *L'Opinion*, quotidien, Rabat, 4 mars 1971.

¹⁷ Ministère de l'Economie Nationale, *Tableaux économiques*, Service central des statistiques, Rabat, 1960, p.47 ; Voir aussi P. Pascon (1977a), « Le patrimoine de la colonisation privée en 1965 », In : Bouderbala-Chraïbi-Pascon, *La question agraire au Maroc 2*, Bulletin économique et social du Maroc, n°133-134, Rabat, 1977.

¹⁸ Les deux Dahirs, en date du 17 novembre 1959 et du 24 octobre 1961, arrêtaient les conditions d'octroi des autorisations...

¹⁹ Paul Pascon a estimé « l'évasion » des terres des colons au profit de privés marocains à 403.783 ha, répartis à raison de 272.379 ha entre 1956 et 1965 et 131.404 ha entre 1965 et 1973 (Pascon, 1977a, p.201); Samir Amin (1966) avait avancé le chiffre de 500.000 ha, tandis que John Waterbury (1975, p.164) estimait à 300.000 ha les terres rachetées par des marocains à des colons entre 1956 et 1959.

²⁰ Société de Développement Agricole (SODEA) et Société de Gestion des Terres Agricoles (SOGETA).

conditions ? Si l'Etat n'a jamais apporté de réponses à de telles questions, on sait cependant qu'il existe une littérature qui explique comment cette « réserve foncière » a souvent été gérée par l'Etat pour organiser un véritable système de passe-droit et de prébende, destiné à favoriser l'enrichissement d'une élite dont on demandait en contrepartie soumission et fidélité sans faille²¹.

Après l'agriculture, viendra le tour de l'industrie et des services, et cette fois de manière « légale »... En effet, la principale opération de « marocanisation », officiellement reconnue, avait été réglementée et proclamée dans le Dahir du 2 mars 1973, dans le contexte pour le moins tendu et instable du début de cette décennie 1970. Cette loi comprenait deux listes d'activités à marocaniser en veillant à transférer à des personnes physiques ou morales marocaines au moins 50% du capital des sociétés qui en relevaient. La première liste concernait le bâtiment et les travaux publics, le commerce, le transport, les industries alimentaires, l'automobile, les engrais, ainsi que certains services. La seconde portait principalement sur les banques, les assurances ainsi que certaines activités commerciales et industrielles non contenues dans la première liste (minoteries, cuir, matériel électrique...). Les deux listes disposaient respectivement d'un an et deux ans pour se conformer aux dispositions de la nouvelle loi.

Des études et divers travaux académiques ont fait le bilan de cette marocanisation-là²². Si elle a sans doute permis d'atténuer l'emprise des intérêts étrangers sur l'économie marocaine, et conduit à un certain renforcement des capitaux propres dans la structure de financement des entreprises, son bilan global n'en demeure pas moins décevant. D'abord par rapport à ses propres objectifs, puisque moins de la moitié des entreprises initialement visées ont effectivement été marocanisées (les autres ayant soit cessé soit changé d'activité pour échapper à la loi, quand elles n'ont pas été dispensées par la commission chargée de l'opération). Ensuite parce que la réalité du pouvoir dans les entreprises est souvent restée « externe », d'autant plus lorsqu'on a permis aux sociétés étrangères nouvellement marocanisées de devenir à leur tour « marocanisantes » (grâce à des cascades de participations, au recours à des sociétés-écrans, à des prête-noms...). Enfin, et peut-être surtout, parce que loin d'engendrer une classe moyenne d'entrepreneurs marocains capables de prendre les commandes de l'économie du pays, on a principalement assisté à l'accaparement d'une grande partie du pactole de la marocanisation par une minorité de « grandes familles », celles qui ont pu profiter de leur proximité avec le pouvoir politique et de leurs accointances avec les bailleurs de fonds et les partenaires étrangers. De sorte qu'en définitive, la marocanisation a surtout contribué à accentuer la concentration des pouvoirs et des fortunes dans le pays²³.

2.1.2. Privatisations: renflouer les finances publiques et renforcer les groupes privés

L'autre grande opération tendant à élargir l'assise matérielle du secteur privé marocain, cette fois à travers la cession du capital public et non étranger, a été celle des privatisations, engagée à partir du début des années 90, même si des privatisations dites « silencieuse »

---

²¹ Cf. Voir en bibliographie: Waterbury, 1975, p.166 ; Levau, 1976 ; Pascon, 1977b; Vermeren, 2009, p.285 ; Dalle, 2011, pp.567-576.

²² N. El Aoufi, *La marocanisation*, éd. Toubkal, Rabat, 1990; M.S. Saâdi, *Les groupes financiers au Maroc*, éd. Okad, Rabat, 1988; A. Berrada et M. Saïd Saadi, « Le grand capital privé marocain », In : *Le Maroc Actuel*, ouvrage collectif, éditions du CNRS, Paris, 1992 ; D. Benali, « La politique économique marocaine de l'indépendance à nos jours », In : *Analyse de politiques économiques appliquées au Maroc*, sous la direction de Driss Benali et André Martens, collection GREI (Groupe de recherche en économie internationale), Rabat, 1993.

²³ A. Berrada et M. Saïd Saadi, « Le grand capital privé marocain », 1992, op. cit..

avaient été réalisées auparavant²⁴. Selon le Dahir qui lui a donné force de loi²⁵, le programme des privatisations devait être exécuté en 6 ans et comportait une « liste positive » de 112 sociétés privatisables²⁶. Cette dernière était composée de 44 entreprises industrielles, 38 entreprises de tourisme, 18 entreprises de service, 9 banques, compagnies d'assurances et organismes de crédit, et 3 sociétés agricoles. A la date prévue pour la fin du programme (31 décembre 1995), on n'avait en fait privatisé qu'une quarantaine de sociétés (dont 17 hôtels), pour un montant total de 7.4 milliards de dirhams. Une décennie plus tard, on en était à 66 sociétés (dont 26 établissements hôteliers), et un montant autrement plus important puisqu'il atteignait près de 77 milliards de dirham, et comprenait cette fois la cession de quelques « poids lourds » tels que *Maroc Telecom* et la *Régie des Tabacs*²⁷. Quelques opérations épisodiques ont certes été réalisées depuis, mais manifestement une partie du programme initial semble avoir été abandonné, du moins temporairement²⁸.

Lorsqu'il était question de plaider en faveur des privatisations, les responsables gratifiaient celles-ci de toutes les vertus, et lui assignaient de multiples objectifs : attraction des investissements étrangers, ressources pour le budget de l'Etat, modernisation de l'économie et des entreprises, intégration sectorielle, transfert technologique, régionalisation, création d'emplois, élargissement de l'actionnariat à de nouvelles catégories sociales, stimulation de nouvelles générations d'entrepreneurs... Or, si aucun bilan officiel et exhaustif n'a jamais été fait, force est de constater que lorsque l'Administration a tenté d'établir « l'impact des privatisations », elle s'est contentée de le situer au niveau des recettes budgétaires, des investissements étrangers, de la dynamisation de la bourse des valeurs de Casablanca, du développement des services aux entreprises, et de l'amélioration de l'image du Maroc²⁹... Il n'est plus question ni de créations d'emplois, ni d'intégration productive et technologique, et encore moins de nouvelles générations d'entrepreneurs. En ce qui concerne les investissements étrangers, les chiffres mêmes officiellement avancés révèlent qu'en fait seulement deux opérations (encore *Maroc Telecom* et *Régie des Tabacs*) ont représenté les trois quarts des fonds en question, laissant de bien faibles parts aux autres. Quant à la bourse des valeurs, il suffit de prendre connaissance de l'état quasi-comateux dans lequel celle-ci se trouve précisément depuis le milieu des années 2000 pour apprécier à quel point sa dite « dynamisation » était artificielle et pour ainsi dire purement spéculative.

---

²⁴ Réalisées « sans grand tapage et sans que cela ne soit crié sur tous les toits », ces privatisations avaient concerné des domaines larges et variés : Cessions au secteur privé de nombreuses filiales des holdings publiques ODI-SNI (notamment trois sucreries en 1973), de l'ONP (Somamer, Asmak, Interport), des fermes de la SODEA entre 1973 et 1987, des participations de la CDG et de la BNDE entre 1984 et 1986, location-gérance d'hôtels appartenant à une filiale de l'Office National Marocain du Tourisme, autorisation de création de la radio Medi1 et de la deuxième chaîne de télévision 2M (en 1989)... Cf. H. Barka, *Le rôle économique de l'Etat à l'heure des mutations économiques et financières : Le cas du Maroc*, Thèse es sciences économiques, Université Mohammed V – Agdal, Rabat, 2005, pp. 1310-1318.

²⁵ Dahir n°1-90-01, BO du 18 avril 1990.

²⁶ A. Bouachik, *Les privatisations au Maroc*, Casablanca, 1993 ; M. Assouali, *Le processus de privatisation au Maroc*, Publications de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement (REMALD), série « Thèmes actuels », n°7, éditions maghrébines, Casablanca, 1996.

²⁷ A. Maghri, « Privatisations : encore un potentiel de 630 milliards de DH », *La Vie éco*, hebdomadaire, 23 juin 2006, Casablanca. Les statistiques du Ministère des finances retiennent le montant de 94 milliards de dirhams, en tenant compte aussi de l'octroi des licences Telecom. Cf. Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (DEPP, 2006). *Impact de la privatisation sur l'investissement au Maroc*, Note, Rabat.

²⁸ En 2016, le Ministre des finances déclare : « En termes de bilan global, la mise en œuvre du programme de privatisation a permis de réaliser 117 opérations portant sur 75 entités, avec un volume de recettes totales de privatisation s'élevant à plus de 100 milliards de dirhams à fin 2014 ». In : Dossier « Etablissements et Entreprises Publiques », *Economie & Entreprises*, Editions spéciale, Casablanca, Avril 2016, p.123.

²⁹ Cf. DEPP, 2006.

Aujourd'hui, un examen attentif et objectif de l'ensemble de l'expérience impose un certain nombre de constats difficilement contestables. Le premier est qu'il apparaît clairement que dans l'ensemble, le premier déterminant des privatisations a été budgétaire : on a vendu ce qui pouvait l'être (à commencer par des entreprises qui étaient parfaitement viables) avant tout pour parer aux déficits des finances publiques et de la balance des paiements et éviter une banqueroute de l'Etat comparable à celle du début des années 80³⁰. Ce fut notamment le cas de *Shell*, *CIOR*, *Maroc Telecom*, la *Régie des Tabacs*... Le cas le plus marquant a sans doute été celui de l'opérateur historique en télécommunications dont on a dit que sa privatisation précipitée en 2001, dans des conditions de marché particulièrement défavorables (après l'éclatement de la bulle internet), était d'abord motivé par le besoin de « payer les fonctionnaires ». L'histoire montrera par la suite ce que l'Etat aurait gagné à préserver dans son portefeuille un tel joyau, d'autant plus que la « valeur ajoutée » du repreneur a de toute évidence été bien faible, celui-ci étant principalement intéressé par les « remontées de cash » et la distribution de fabuleux dividendes à sa société-mère³¹.

Le deuxième constat est que de nombreuses privatisations ont été de toute évidence détournées de leurs objectifs, avec de graves conséquences sur les secteurs concernés³². Il en a été ainsi dans certains cas parce que leurs repreneurs n'ont guère honoré leurs engagements, dûment consignés dans les cahiers de charges : le cas de SAMIR est bien connu, mais il y a aussi ceux de SIMEF, ICOZ, *Fertima*... Dans d'autres cas, le poids des lobbies a même été jusqu'à imposer des évolutions contre-nature : C'est le cas de *Cosumar*, filiale de la Holding royale ONA, qui s'offre en 2005 par entente directe toutes les anciennes sucreries publiques et s'érige en monopole privé, aux produits subventionnés par la caisse de compensation, et de surcroît protégé de la concurrence étrangère... C'est le cas de la SNEP, également maintenue en situation de monopole privé et protégée de la concurrence internationale pendant près de 20 ans. C'est encore le cas de *Altadis* qui, en reprenant la *Régie des Tabacs*, s'était assuré le maintien du monopole jusqu'en 2013...

Le troisième constat amène à prendre acte d'un certain nombre d'échecs retentissants, occasionnant de lourdes pertes pour l'Etat: C'est principalement le cas de nombre d'entreprises dans les secteurs du textile et confection (COTEF, *Salima Holding*, ICOZ...), de la banque (BNDE), de l'équipement électromécanique et de la machine outil (NODULEC, C3M), et bien sûr, quoique avec « effet à retardement », du raffinage de pétrole, avec la SAMIR, tombée en faillite en 2015, après avoir été pendant près de 20 ans à la fois protégée et subventionnée...

Au-delà de toutes ces dérives, somme toute plus ou moins attendues compte tenu du cadre politique et social prédominant, il faut surtout constater que pour l'essentiel, ce sont encore et

---

³⁰ Le fait est que les difficultés financières de l'Etat étaient principalement dues à la baisse des recettes fiscales, lesquelles étaient chaque année amputées des recettes douanières, en conséquence de la libéralisation des échanges et des engagements de démantèlement des tarifs douaniers pris et respectés. Autrement dit, tout se passe comme si l'Etat renonce à ses recettes fiscales et va en même temps vendre son patrimoine pour compenser la baisse des mêmes recettes...

³¹ Gh.-W. El Karmouni, « Privatisation : l'Etat dope le privé », *Economie et Entreprise*, mensuel, Casablanca, octobre 2013 ; Kh. Triki, « La saga des privatisations », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 10 décembre 2005. F. Oualalou, qui a été ministre des finances entre 1998 et 2007, a reconnu que « avec le recul, l'industrialisation n'a pas été un des soucis majeurs de la privatisation » (El Karmouni, 2013). Par ailleurs, outre les profits rapatriés annuellement, Vivendi a fini par céder à l'Emirati *Etissalat* sa part atteignant 53% du capital de *Maroc Telecom* et récolté une plus-value de 11 milliards de dirhams (cf. *TelQuel*, 8 novembre 2013, p.8.).

³² Cf. S. Mansouri, « Les repreneurs ont-ils tenu leurs engagements ? », *Challenge*, Hebdomadaire, 23 janvier 2010, Casablanca ; Gh.-W. El Karmouni, « Privatisation : l'Etat dope le privé », 2013, op. cit.

toujours certains groupes, appartenant à de puissantes familles de l'oligarchie économique et politique, qui se sont considérablement renforcées en s'accaparant de très « bonnes affaires », dans des conditions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont rarement été en conformité avec les règles de « bonne gouvernance »... Parmi ces privilégiés, on retrouve certes l'ONA devenue par la suite SNI, mais aussi *Ynna Holding*, *FinanceCom*, les groupes *Fahim*, *Saham*, *Akwa*, *Holmarcom*, etc. C'est du reste précisément dans le sillage de cette dynamique de concentration du capital qu'on a commencé à colporter la thèse des « champions nationaux », dans une tentative de justifier de tels accaparements par la nécessité de constituer de grands groupes nationaux capables d'affronter la concurrence internationale dans un contexte de libéralisation des échanges et de mondialisation accélérée.

2.1.3. PPP : Risque public et profit privé

Quand les finances publiques sont en déficit permanent, et que les palliatifs de l'endettement et des privatisations ont atteint leurs limites, il reste celui du « partenariat public-privé » (PPP). Il ne s'agit plus de céder au secteur privé un capital mais seulement le droit d'exploiter en concession des investissements et des services publics normalement assumés par l'Etat. Fortement promu par les organismes financiers internationaux, appelé aussi « financement croisé », le PPP est présenté comme « un nouveau mode de gestion des finances publiques », voire « une alternative au recours récurrent à l'emprunt public pour financer l'investissement, puisqu'il incombe au partenaire privé de prendre en charge les investissements relatifs aux ouvrages publics »³³. La forme la plus répandue du PPP, du moins celle à laquelle on a eu le plus recours au Maroc, est la « gestion déléguée ».

Engagé dès 1997 à travers la concession de la gestion des services d'eau, d'électricité et d'assainissement de Casablanca à la filiale *Lydec* de la *Lyonnaise des Eaux*, le PPP a été pratiqué pendant près de 18 ans sans cadre juridique permettant de le réglementer³⁴. C'est principalement au niveau des services municipaux, incluant la distribution d'eau et d'électricité, mais aussi le transport en commun et le ramassage des ordures, que cette formule s'est développée³⁵. Mais on compte également des contrats de ce type dans la production d'électricité (*Jorf Lasfar*), les énergies renouvelables (parc éolien près de Tétouan), l'adduction d'eau et la gestion de périmètres irrigués (*El-Guerdane*), les abattoirs et les parcs de jeu municipaux ... La propension à étendre le champ des concessions a été telle qu'il est arrivé qu'on se soit posé la question : « Doit-on tout déléguer ? »³⁶.

Là encore, le moins qu'on puisse dire est que l'état de droit et les règles de « bonne gouvernance » ont rarement été respectés. D'abord parce que les concessions parmi les plus importantes ont été accordées de gré à gré, sans appel d'offre ni mécanisme de mise en concurrence loyale. Les cas ayant marqué les esprits sont évidemment ceux de la *Lydec* à Casablanca, de *Redal* à Rabat-Salé, et *d'Amendis* à Tanger-Tétouan, tous ayant fait l'objet de transactions purement politiques, au mépris des principes les plus élémentaires de

---

³³M. Diao, « Partenariat public-privé : Un palliatif aux crises des finances publiques ! », *Finances News*, hebdomadaire, 25 juillet 2013, Casablanca.

³⁴ Il a fallu attendre 2015 pour l'avènement d'un tel texte : cf. Dahir portant promulgation de la loi n°86-12 relative au contrat de partenariat public-privé, BO. N°6332, 5.2.2015. Il faut cependant noter que la gestion déléguée des services publics avait fait l'objet d'une loi en 2006 (loi n° 54-05, promulguée par le Dahir n° 1-06-15 du 14 février 2006).

³⁵ Dans son récent rapport sur la gestion déléguée locale, la Cour des Comptes (2014, p.40) a recensé 81 contrats de ce type, répartis à raison de 4 pour la distribution d'eau et d'électricité, 16 pour le transport public et 61 pour la propreté.

³⁶ A. Boukhima, « Doit-on tout déléguer ? », *Economie / Entreprise*, mensuel, Casablanca, Juin 2005.

transparence, de probité ou même seulement de bon sens. Au demeurant, on ne tardera pas à constater que des contrats conclus dans de telles conditions ne pouvaient que s'avérer néfastes pour la population comme pour le pays : les engagements en termes d'investissements ont rarement été tenus³⁷, les services ne se sont guère significativement améliorés, alors que les prix ont été sensiblement augmentés³⁸. Tout aussi graves sont les pratiques connues depuis longtemps et finalement dénoncées par la Cour des Comptes dans son Rapport 2014: surévaluation des investissements réalisés et des coûts de production enregistrés, non respect de dispositions contenues dans le contrat de gestion déléguée, fraude et évasion fiscales assorties d'infractions caractérisées à la réglementation des changes, notamment à travers des transferts illégaux de fonds à l'étranger sous couvert de dépenses « d'assistance technique », de « formation et recherche », de rémunérations pour des services fictifs, de sur-rémunération des cadres étrangers, d'avances faites à des personnes non-résidents³⁹... Pour sa part, le Directeur général de l'Office National de l'Eau et de l'Electricité a confirmé ces dérives et même levé le voile sur des pratiques lourdes de conséquences du point de vue de l'impératif d'économie d'énergie dans un pays qui en manque tellement. Devant une commission parlementaire en juillet 2014, il a sans détour expliqué comment les sociétés de gestion déléguée ne sont intéressées que par les profits qu'elles peuvent accumuler et envoyer à leurs sociétés-mères à l'étranger, que notamment celles qui distribuent l'énergie électrique n'ont aucun intérêt à faire le moindre effort pour faire des économies d'énergie, bien au contraire puisque plus la consommation augmente et plus elles gagnent de l'argent !⁴⁰

Enfin si la formule du PPP pouvait se justifier par un partage plus ou moins équitable des charges et des risques, force est de constater, au vu des réalités et des enseignements de l'expérience, que c'est le « public » qui continue de supporter l'essentiel des charges et des risques, alors que le « privé » s'applique à maximiser ses avantages et minimiser ses coûts. Comme l'explique Joseph Stiglitz, le PPP est bien une nouvelle forme de relation public-privé « selon laquelle les épaules du public supportent tous les risques et le secteur privé engrange tous les profits »⁴¹.

Marocanisation, privatisation, partenariat public-privé... si la première opération a concerné le capital étranger, la seconde le capital public, et la troisième les services collectifs, leur dénominateur commun est bien leur destinataire : c'est le secteur privé qui en est le bénéficiaire ultime, c'est lui qu'on a voulu « doper »⁴² en lui offrant de s'appuyer sur de telles « aubaines » pour étendre et renforcer son assise matérielle (foncière, industrielle, financière...), et partant élargir le champ du profit et de ses conditions d'accumulation.

---

³⁷ Encore que lorsqu'on investit, on préfère se procurer les sources de financement auprès du système bancaire local, alors que, au moins dans le cas de *Lydec* par exemple, cette possibilité est en principe interdite dans le contrat de concession... Cf. S. Belhouari, « Gestion déléguée : La fin d'un modèle », *Economie/Entreprise*, mensuel, octobre 2012, Casablanca, p.22.

³⁸ S. Belhouari, 2012, op. cit. ; A. Enasri, « Crise financière et partenariat public-privé », *Economie/Entreprises*, mensuel, octobre 2012, Casablanca.

³⁹ Cour des Comptes, *Rapport sur la gestion des services publics locaux*, Rabat, 2014.

⁴⁰ Cf. *Akbar Alyaoum*, quotidien, Casablanca, 4 juillet 2014. Il faut tout de même noter que le directeur en question n'était pas subitement devenu un opposant radical au "système"... Cette intervention tout à fait "opportune" était destinée à justifier les dérives de son organisme en rejetant la responsabilité sur "l'étranger" et le système de compensation que le gouvernement par ailleurs promettait de réformer...

⁴¹ Cf. Enasri, « Crise financière et partenariat public-privé », 2012, op. cit.

⁴² Pour reprendre l'expression d'un ancien ministre de la privatisation (El Karmouni, 2013).

2.2. Les infrastructures publiques pour rentabiliser les investissements privés

Au début de l'indépendance du pays, alors que le secteur privé apparaissait encore embryonnaire, il semblait « normal » d'attribuer à l'Etat la tâche de réaliser les « infrastructures économiques et sociales » (les IES), à même de permettre l'éclosion de l'initiative privée et l'avènement de ses investissements, orientés pour leur part plutôt vers les « activités directement productives » (les ADP), et rendues ainsi plus attractives parce qu'une partie de leur coût aura été prise en charge par les finances publiques. La dite « théorie des partages » prononçait ainsi son verdict : les « IES » à l'Etat et les « ADP » au secteur privé... L'Etat était donc interpellé pour aller au-delà de ses prérogatives régaliennes, en tout cas celles dans lesquelles la doctrine classique devait en principe le cantonner (défense, sécurité, justice, éducation et santé de base). Il lui était demandé de construire certes des routes, des ports et des aéroports, mais aussi des barrages et des réseaux d'irrigation, des centrales électriques et de télécommunications, des parcs industriels et des zones franches...

C'est en effet ce à quoi l'Etat s'est largement consacré. Tout au long des années 60 et 70, avant que la crise budgétaire et les programmes d'ajustement structurel ne limitent ses prétentions, l'Etat consacre en moyenne la moitié de ses investissements aux infrastructures⁴³. Dans certains secteurs érigés en priorité, tel celui de l'agriculture d'exportation, les investissements dans les infrastructures d'irrigation ont accaparé tout au long de la vingtaine d'années allant de 1965 à 1985 en moyenne près de 30% de l'ensemble des investissements de l'Etat et même près de 64% des ressources publiques affectées au secteur agricole⁴⁴.

Au demeurant, cette politique, dite « des barrages », illustre bien cet engagement massif de l'Etat, mettant ses ressources et ses politiques publiques au service d'un modèle agro-exportateur tout tendu vers l'organisation des meilleures conditions de nature à favoriser le développement du secteur privé, et par là-même une plus grande intégration au marché mondial. La « politique des barrages » a été une politique d'intervention massive mais sélective de l'Etat, à travers laquelle ce dernier ne s'est pas contenté de construire de grands ouvrages hydrauliques et d'aménager des réseaux d'irrigation amenant quasiment gratuitement l'eau jusqu'à la parcelle de l'exploitant agricole, mais a aussi mobilisé tout un arsenal d'aides publiques de toute sorte pour encourager ce dernier à s'intégrer pleinement dans une dynamique d'accumulation et de modernisation : sous-tarification voire gratuité de l'eau, exonérations fiscales quasi-perpétuelles, subventions généreuses pour l'acquisition d'équipements et de matériels divers, crédits à taux d'intérêts bonifiés, garantie de prix rémunérateurs et/ou organisation des circuits de commercialisation, accords commerciaux permettant l'ouverture de débouchés extérieurs, formation et recherche dédiés... On comprend dans ces conditions que des fortunes privées considérables aient rapidement pu se constituer à l'ombre d'une telle manne publique.

Il faut dire aussi que déjà à la base, le choix des zones élues (les périmètres irrigués) pour recevoir tant de faveurs de l'Etat donnait lieu à des « délits d'initié » plus que juteux. Ainsi était-il fréquent de constater, quelque temps avant l'annonce officielle de tel projet, de

---

⁴³ Selon T. Ezzaki (1981, p.53), la part de l'investissement d'infrastructure dans les différents budgets d'équipement se présentait ainsi : 1960-64 : 42% ; 1965-67 : 47.5% ; 1968-72 : 58% ; 1973-77 : 48.4% ; Total : 49.3%. Ce à quoi il fallait ajouter les investissements des entreprises publiques qui étaient pour une plus grande part encore focalisés sur les infrastructures.

⁴⁴ N. Akesbi, « Les instruments de la politique agricole », in *La Grande Encyclopédie du Maroc*, Vol. *Agriculture et Pêche*, éditions GEI, Rabat – Bergamo (Italie), 1987, p.98.

suspectes transactions foncières permettant à une poignée d'heureux initiés de réaliser en un temps record de gigantesques plus-values. Cette « rente de situation », tout en faisant prospérer anciens et nouveaux « notables », désormais défenseurs zélés de l'ordre établi, va contribuer à alimenter ce qui peu à peu devient un vrai système de gouvernement, articulant étroitement pouvoir et fortune, celui-là favorisant la constitution de celle-ci, et celle-ci renforçant et consolidant celui-là...

2.3. Finances publiques : « Pompe aspirante et refoulante » à rebours

Les investissements d'infrastructures destinées à valoriser le capital privé sont avant tout des dépenses publiques, dont les sources de financement le sont tout autant. La marocanisation, les privatisations ou encore le PPP ont selon les cas ou les circonstances rapporté à l'Etat des ressources, lui ont permis d'économiser des dépenses ou d'en supporter d'autres, quand elles ne lui ont pas occasionné des manques à gagner tout aussi lourds de conséquences. C'est dire que toute action de l'Etat a un coût dont il faut identifier la nature et évaluer les implications. C'est dire aussi que les politiques économiques, sociales et financières, mobilisées tout au long des cinq dernières décennies au service des choix stratégiques majeurs présentés plus haut, doivent non seulement être bien identifiées et caractérisées, mais également être appréciées à l'aune d'un raisonnement économique de bon sens, celui du « coût d'opportunité » dans un contexte de rareté des ressources : un dirham puisé dans les ressources publiques et affecté à telle utilisation plutôt qu'à telle autre « coûte » différemment selon le choix effectué. Aurait-il été mieux utilisé s'il avait été affecté au projet B plutôt qu'au projet A ? Les ressources rares n'auraient-elles pas été mieux employées, et leur rendement (économique, social, écologique, financier...) n'aurait-il pas été meilleur si le choix avait été autre ? Voilà les questions de fond que tout décideur de l'affectation de ressources publiques doit constamment avoir à l'esprit. En l'occurrence, la question incontournable est bien celle-ci : Quel a été le « rendement », ou le « coût d'opportunité » des ressources affectées dans le cadre des politiques publiques mobilisées au service des choix stratégiques de l'Etat ?

2.3.1. Répartition primaire et secondaire

Si l'on s'en tient ici aux finances publiques, précisément à leur dimension budgétaire, on ne peut manquer de penser à l'image de la fameuse « pompe aspirante et refoulante » à laquelle on a coutume d'assimiler le budget de l'Etat. Dans les pays développés, notamment au cours des trois décennies de l'après-guerre (les « trente glorieuses »), cette « pompe » avait fonctionné comme une formidable machine redistributive dans le cadre du modèle d'un Etat-providence parfaitement assumé : elle « aspirait » des ressources grâce à un système fiscal progressif qui mettait fortement à contribution les détenteurs des grandes fortunes et des hauts revenus, puis les « refoulaient » dans l'économie et la société à travers des dépenses d'intérêt économique et social à même d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, à commencer par les plus démunis. De sorte qu'un tel dispositif budgétaire de « répartition secondaire » contribuait puissamment à réduire les inégalités sociales (issues de la « répartition primaire »), aussi bien par le système de collecte des ressources (le système fiscal) que par celui de l'affectation des dépenses publiques. C'est cette politique qui, au demeurant, a fortement contribué à conforter la légitimité des systèmes démocratiques dans ces pays, y cimenter le lien social et renforcer le sentiment de citoyenneté.

Qu'en est-il au Maroc ? A analyser le système des finances publiques tel qu'il s'est construit et se déploie dans notre pays depuis un demi-siècle au moins, on ne peut manquer de repenser à l'image de la « pompe », sauf que cette fois, pour constater qu'elle fonctionne à rebours...

Elle « aspire » certes des ressources et « refoule » des dépenses, mais les premières sont principalement collectées auprès des larges masses populaires, alors que les secondes sont redistribuées pour bénéficier amplement à une minorité privilégiée. C'est ainsi que les politiques fiscales et budgétaires ont constitué de redoutables leviers d'accentuation des inégalités sociales et territoriales.

Il faut dire qu'une telle politique n'a pas été conduite au nom d'une ferme et cynique volonté d'appauvrir les pauvres pour enrichir les riches... Le discours politique a plutôt souvent eu le souci de promettre la justice sociale, voire si possible fiscale. Mais en attendant, le « réalisme » recommande la théorie des « étapes » et l'idéologie du « gâteau » qu'il faut commencer par agrandir avant de songer à mieux répartir... Et c'est là que les choix stratégiques du modèle de développement retenu alimentent l'argumentaire et déterminent sans mauvaise conscience les options. Car qui va « agrandir le gâteau » si ce n'est le secteur privé, dynamique et autant que possible exportateur ? Pour lui permettre d'investir et d'entreprendre, il faut donc non seulement lui assurer les meilleures conditions pour générer des profits, mais il faut aussi veiller à lui en laisser le maximum, en s'abstenant de le charger d'impôts. Plus il gardera ses profits à l'abri du prélèvement fiscal, plus le secteur privé est censé être en mesure de plus investir, créer des emplois, distribuer des revenus, diffuser le progrès et la prospérité⁴⁵. Et ce faisant, l'Etat aussi pourrait « se rattraper » en prélevant des ressources plus abondantes sur une assiette fiscale plus large parce que élargie par la croissance. C'est au nom de cette autre profession de foi que l'on va construire un système fiscal dont le parti pris en faveur des grandes fortunes et des hauts revenus ne va jamais se démentir.

2.3.2. *Minimiser l'impôt pour maximiser l'investissement*

A l'indépendance, le Maroc hérite d'un système fiscal marqué par l'empreinte de la métropole française, avec une pression fiscale de l'ordre de 10% et des structures largement dominées par les impôts dits « indirects », c'est-à-dire des taxes à la consommation, des droits de douane et des droits d'enregistrement et de timbre. Tout au long des deux premières décennies qui avaient suivi, l'Etat s'était bien gardé de procéder à une réforme fiscale conséquente, susceptible d'accroître ses ressources en en assurant une meilleure répartition de la charge. En revanche, pour faire face à ses besoins de dépenses croissantes, il s'employait régulièrement à augmenter les taux d'imposition, notamment ceux des droits de douane et des taxes à la consommation, accentuant ainsi le caractère régressif et injuste du système (puisque ces dernières, contenues dans les prix des biens et services, sont dites « aveugles », ne tenant guère compte de la « capacité contributive » des acheteurs...). Par ailleurs, très tôt et sous la pression insistante des institutions financières internationales, on s'était appliqué à multiplier les « Code d'investissements » considérés alors comme étant la clé de voûte de toute dynamique d'investissement, la condition *sine qua non* si l'on voulait améliorer le « climat des affaires » pour le secteur privé, encourager les investisseurs à investir, les épargnants à épargner et les employeurs à employer... On s'est donc mis à multiplier les « codes d'investissement », chaque secteur voulant son propre « code », avec ses propres privilèges, notamment fiscaux, lesquels devaient naturellement être encore plus avantageux que ceux déjà accordés aux autres ! Il y eut ainsi une véritable inflation de codes d'investissements accompagnée d'une surenchère dans l'ampleur des faveurs fiscales accordées, au demeurant sans le moindre engagement de la part des heureux bénéficiaires. Pour l'Etat, le manque à gagner augmentait fortement et l'assiette fiscale se rétrécissait dangereusement.

---

⁴⁵ En renfort, on ne manque jamais de rappeler le fameux « théorème de Schmidt » : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain...

Au tournant des années 80, la pression fiscale avait doublé (se situant désormais autour de 20-22%), mais s'appliquait à une assiette fiscale qui se réduisait en peau de chagrin, avec pour conséquence directe des ressources fiscales de moins en moins aptes à couvrir une part acceptable des dépenses de l'Etat. On sait que l'endettement massif des années 70 n'avait permis que de reculer pour mieux sauter... Ce fut le saut dans l'engrenage et finalement la crise de la dette qui aboutit à partir de 1983, comme on le verra plus loin, à la tutelle des institutions financières internationales et à la mise en œuvre de la politique d'ajustement structurel.

La réforme fiscale des années 80 était une partie intégrante des politiques d'ajustement en question et de leurs conditionnalités⁴⁶. Cadrée par l'idéologie néolibérale ambiante, elle se donna pour objectif de réduire la pression fiscale mais en même temps d'élargir l'assiette pour accroître les recettes. Le problème est que l'année même où la loi-cadre de la réforme fiscale proclamait une telle intention (1984), Hassan II décidait la défiscalisation de l'ensemble du secteur agricole jusqu'à l'an 2000, et quelques années plus tard (1988-89), la première tentative de suppression des codes d'investissement tourna court et l'ensemble allait se redéployer de plus belle en 1995 à travers la « charte d'investissement ». Le système fiscal pour sa part a certes été aménagé, notamment à travers la substitution d'impôts synthétiques aux anciens impôts analytiques (impôts sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée), mais pour l'essentiel, le système fiscal est resté complexe, incohérent, inefficace et pour ainsi dire horriblement injuste. S'il reste à 60% dominé par les impôts indirects (TVA et autres droits et taxes à la consommation), les 40% d'impôts directs ne sont guère moins injustement répartis⁴⁷.

Il faut dire que si la pression fiscale globale s'est depuis longtemps stabilisée autour de 22%, celle qui pesait auparavant sur les profits et les hauts revenus en particulier a résolument baissé. En effet, les taux supérieurs du barème de l'impôt sur le revenu et le taux de l'impôt sur les sociétés ont sensiblement baissé au moment même où les taux de la si peu juste TVA (notamment ceux concernant les biens et services de grande consommation), ont été substantiellement relevés. Globalement, le capital reste peu concerné par l'impôt et ses revenus sont faiblement mis à contribution, alors que les revenus du travail demeurent fortement taxés. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que, sur les cinq catégories de revenus concernés par l'impôt sur le revenu, une seule, celle des revenus salariaux, contribue pour près des trois quarts aux recettes totales de l'impôt en question. L'impôt sur les sociétés pour sa part fait l'objet de fraude et d'évasion fiscales tellement massives que ce sont les deux tiers des sociétés imposables qui, de fait, ne le sont guère puisqu'elles déclarent régulièrement des déficits... Au total, ceux qui paient l'essentiel de l'impôt au Maroc sont les consommateurs, les salariés et une poignée d'entreprises⁴⁸.

---

⁴⁶ N. Akesbi, *L'Impôt, l'Etat et l'Ajustement*, Actes éditions, Rabat, 1993 ; A. Berrada, « A propos de la réforme fiscale au Maroc », *Revue Juridique, Politique et Economique du Maroc*, n° 15, 1984.

⁴⁷ N. Akesbi, « Bilan d'une réforme fiscale qui se voulait structurelle », étude publiée en deux parties, *Revue Economica*, Centre d'Etudes Sociales, Economiques et Managériales (CESEM), n° 2 & 3, Rabat, février et juin 2008.

⁴⁸ N. Akesbi, « La réforme fiscale au Maroc : Pour une fiscalisation appropriée du capital », *Questions d'économie marocaine 2012*, Presse Universitaire du Maroc, Rabat, 2012 ; N. Akesbi, « Bilan d'une réforme... », 2008, op.cit. ; A. Berrada, « Politique fiscale et déficit persistant de transparence et de performance : cas du Maroc », *Revue marocaine d'audit et de développement*, n° 33, 2012 ; M. Amine, « L'esprit perdu des réformes fiscales », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 24 avril 2015.

Si la pression fiscale s'est donc globalement stabilisée, et a même sensiblement baissé pour les revenus du capital et plus généralement pour les hauts revenus, l'assiette fiscale pour sa part ne s'est guère élargie. Bien au contraire, au-delà des failles du système fiscal lui-même, les « régimes d'exception » où pullulent les « niches » et les faveurs fiscales de toute sorte, le plus souvent au nom de l'incitation du secteur privé à épargner, investir et créer des emplois, ont pris une ampleur telle qu'ils couvrent désormais plus de 400 mesures et, en 2015, 300 parmi elles seulement ont représenté un manque à gagner pour l'Etat de 32 milliards de dirhams, soit 3.2% du PIB et 15.5% de l'ensemble des recettes fiscales. Les entreprises se sont accaparées près de 60% des dépenses évaluées, et il n'est pas sans intérêt de noter que les promoteurs immobiliers, les agriculteurs et les exportateurs se sont accaparés respectivement 22%, 11% et 8% des 32 milliards en question⁴⁹.

Si l'on ajoute à tout cela la baisse considérable des recettes des droits de douane, conséquence directe de la libéralisation des échanges et du démantèlement des protections tarifaires imposés par les multiples accords de libre-échange que le pays a signés depuis le milieu des années 1990 (voir ci-dessous, 4.3), on comprend que, une fois de plus, le système fiscal, à force d'être sélectif et injuste, étale son incapacité à assurer un financement sain et suffisant des dépenses du budget général de l'Etat : le taux de couverture de ces dernières par les recettes fiscales s'est effondré à moins de 62% dans les prévisions de la loi de finances pour 2016⁵⁰. C'est dire le gouffre béant qui reste à combler et qui donne la mesure à la fois des déficits à soutenir et de l'endettement à venir...

2.3.3. Rentes et marchés publics

La « pompe » s'essouffle donc parce qu'elle « aspire » de manière trop sélective et peu efficace, et aussi parce qu'elle « refoule » de façon tout aussi sélective et inefficace... Les dépenses de l'Etat sont ainsi à leur tour objet d'affectations pour le moins malavisées⁵¹, ajoutant ainsi une autre dimension à la crise des finances publiques, celle de la rigidité dans l'iniquité et l'inefficacité. En augmentation continue, les dépenses du budget de l'Etat n'en présentent pas moins une structure rigide et problématique : en 2016, elles devraient se répartir à raison de 59% en dépenses de fonctionnement, 22% en service de la dette, et 19% en dépenses d'investissements. Les dépenses de fonctionnement à leur tour comprennent principalement les salaires des fonctionnaires (55%), les « charges communes » (Caisse de compensation et cotisations aux caisses de retraites, 28%), et le matériel et dépenses diverses (18%). On peut ainsi constater que les principaux « blocs » de dépenses sont rigides et/ou problématiques :

* La masse salariale est tout aussi incompressible que très mal et très inégalement répartie (entre les Administrations, entre les régions, entre les bas de l'échelle et les « hors-cadres » dont les écarts peuvent aller de 1 à 30...). Les cotisations pour la retraite sont naturellement liées à la masse salariale.

* Les tares des subventions de la caisse de compensation sont maintenant de notoriété publique, et en tout cas officiellement reconnues, notamment depuis que la Cour des comptes

---

⁴⁹ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016a), *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2016 – Rapport sur les dépenses fiscales*, Rabat.

⁵⁰ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016b), *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2016 – Rapport économique et financier*, Rabat

⁵¹ A. Berrada, Les finances publiques du Maroc : quelques éléments d'analyse, *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, Collections Cahiers Libres, n°4, mai-juin 2016.

a publié un rapport sur la question⁵²: ruineuses, inévitables, inefficaces, et par-dessus tout un carrefour privilégié pour de gigantesques opérations de détournement de fonds publics, à travers des pratiques qui vont de l'exercice de la rente « classique » aux manœuvres délictueuses, et en passant par les trafics d'influence, la corruption ou le népotisme...

* Le service de la dette est évidemment « intouchable » et jusqu'à présent non négociable. Les 69 milliards de dirhams (dont 28 milliards d'intérêts et commissions) que l'Etat doit déboursier sans discussion en 2016⁵³, représentent tout de même 7% du PIB et, compte tenu de la structure de la dette, seront en grande partie versés à des institutions financières et des banques du secteur privé.

* Enfin les dépenses d'investissement ainsi que les dépenses de matériel et divers apparaissent comme étant les dépenses qui concernent le plus directement les entreprises du secteur privé (du moins non financières). C'est là que se situe le cœur des « commandes de l'Etat » et des marchés publics. En retenant telle ou telle procédure (appel d'offres, accord de gré à gré...), en privilégiant tel ou tel secteur, telle ou telle région, en avantageant tel ou tel groupe d'intérêts, ce sont des dizaines de milliards qui sont puisés chaque année dans les finances publiques pour être affectés au secteur privé, contribuant ainsi à en développer l'activité et en accroître la rentabilité.

Un système de prélèvement qui met principalement à contribution les classes moyennes et pauvres, et ménage les investisseurs potentiels sur lesquels on a fondé tant d'espoirs ; Des dépenses publiques qui profitent largement, et pour les mêmes raisons, à ceux-là même qui ont si peu contribué à alimenter le même budget... Au Maroc, la pompe aspirante et refoulante fonctionne donc bien à rebours, et marque fortement la volonté de mettre les finances publiques au service des finances privées...

III. Politique d'ajustement structurel : Désengagement et libéralisation des marchés

Au début des années 80, les principaux indicateurs macro-économiques témoignaient d'une grave détérioration de la situation générale du pays. Alors que le rythme de l'inflation demeurait supérieur à 10%, l'évolution de la production accusait les contrecoups de multiples facteurs internes et externes (deuxième choc pétrolier, baisse des cours des phosphates, hausse du dollar et des taux d'intérêt, sévère cycle de sécheresse, absence de réforme des politiques publiques...). Les déficits du budget de l'État et du compte courant de la balance des paiements s'étaient élevés respectivement à près de 12% et 9% du PIB (moyennes 1980-1983). L'encours de la dette extérieure ne cessait de croître et la pression de son « service » s'accroissait: En 1983, le premier avait atteint 13.6 milliards de dollars, soit 96,1% du PIB et le second (hors gains de rééchelonnement) allait absorber 50,7% des revenus extérieurs courants. Les réserves de change représentèrent en milieu d'année moins de 15 jours d'importations, ce qui amena les responsables à recourir d'urgence à des mesures de restriction des importations et de réduction des dépenses publiques. Ils durent ensuite mettre en œuvre un programme de stabilisation et des programmes d'ajustement structurel, assortis de nouveaux

---

⁵² Cour des Comptes, *Rapport sur le système de compensation au Maroc – Diagnostic et propositions de réforme*, Rabat, 2014. Au demeurant, on peut noter que les libéralisations des prix intervenues en 2015 et 2016 n'ont concerné ni le gaz butane, ni le sucre ni la farine de blé tendre, soit les trois produits majeurs qui concentrent donc toujours les « disfonctionnements » évoqués ici...

⁵³ MEF, 2016b, op. cit.

prêts du FMI et de la Banque mondiale ainsi que du rééchelonnement d'une partie de la dette auprès des Clubs de Paris et de Londres⁵⁴.

Comme pour toutes les politiques d'ajustement structurel, ancrées dans le « consensus de Washington », celle engagée à partir de 1983 comprend deux volets: le premier vise la réduction de la demande globale en vue de rétablir les équilibres internes et externes (prix, budget, balance des paiements...). Le second tend à accroître l'offre à travers des restructurations de l'économie, globales et sectorielles.

La politique de stabilisation, soutenue par des accords de confirmation avec le FMI, devait être mise en œuvre durant la période 1983-1988, mais sera en fait prolongée au-delà. Elle mettait en action des instruments de régulation conjoncturelle "classiques": finances publiques, monnaie et crédit, change...

En matière de finances publiques, les mesures adoptées avaient visé la réduction du déficit budgétaire et la régénération d'une épargne publique à même de permettre un financement plus sain des investissements de l'Etat : Limitation des recrutements et gel des salaires dans la fonction publique, réduction ou suppression des subventions à la consommation, hausse des tarifs de services collectifs tels l'eau et l'électricité, réductions drastiques des dépenses d'investissement. Sur le plan des recettes, des mesures ponctuelles permettront de renflouer quelque peu le Trésor public : Augmentation des taxes à la consommation et de divers droits d'enregistrement et de timbre (tabacs, produits pétroliers, alcools, vignette "auto", etc.), généralisation de la « participation de solidarité nationale », institution d'une cotisation minimale sur les revenus professionnels, amnisties fiscales... Il faut cependant souligner que, au moment même où la fiscalité se faisait plus lourde sur la grande majorité de la population, intervenait en 1984 la décision royale déjà évoquée, celle de l'exonération des revenus agricoles de tout impôt jusqu'à l'an 2000, échéance qui du reste sera ensuite repoussée à deux reprises, jusqu'en 2014... On sait que, compte tenu du barème d'imposition en vigueur et de la faiblesse des revenus de la grande majorité de la paysannerie, cette défiscalisation du secteur concernait essentiellement une minorité de gros exploitants agricoles⁵⁵.

En ce qui concerne la politique monétaire, on avait cherché à maintenir l'évolution de la masse monétaire et du crédit dans de strictes limites, avec une politique d'encadrement du crédit et de limitation du financement du Trésor ainsi qu'une forte hausse des taux d'intérêt. Par la suite fut engagée une politique différente - marquée par la libéralisation et le désencadrement du crédit, la libéralisation des taux d'intérêt accompagnée d'une tendance vers leur baisse. Quant au taux de change du Dirham, celui-ci avait été dévalué à plusieurs reprises tout au long de la décennie 80 (5% en moyenne par an entre 1983 et 1987, 2.2% en 1988 et 1989, puis dévaluation ponctuelle de 9.25% en 1990), et le « panier de pondération » fut révisé pour mieux refléter la répartition géographique du commerce extérieur du pays.

Ceci étant, au-delà de la stabilisation et du retour aux équilibres macro-économiques, les programmes dits d'ajustement structurel avaient pour ambition de conduire des politiques de

---

⁵⁴ Association des Economistes du Maroc (AEM, 1994), *Bilan décennal du programme d'ajustement structurel et perspectives de l'économie marocaine*, Actes du Colloque international, Rabat, 1-3 octobre 1993, Annales Marocaines d'Economie, n°spécial, Rabat, 1994 ; B. Hamdouch, *Politiques de développement et d'ajustement au Maroc à l'épreuve de la crise*, éd. Smer, Rabat, 1990.

⁵⁵ N. Akesbi, « Impôt Agricole, surplus et dépendance alimentaire », Communication à la Journée sur la Sécurité Alimentaire, organisée par l'Association des Economistes du Maroc, Rabat, 1980, Doc. Ronéo., 38 pages, et publiée dans *Libération*, hebdomadaire, Casablanca, 23 janvier 1981.

restructuration de l'économie. Ces dernières avaient pris la forme de programmes à caractère sectoriel ou instrumental impliquant l'agriculture, l'industrie, l'énergie, les échanges extérieurs, les prix, les entreprises publiques, les finances publiques, le système financier... De manière transversale, tous les programmes s'étaient en fait inscrits dans les deux axes majeurs suivants : Désengagement de l'Etat d'une part (privatisations, démonopolisation, déréglementation, dérégulation...), et libéralisation des échanges d'autre part (libéralisation des marchés et du régime des changes, démantèlement des protections tarifaires et non tarifaires, ...). Parce qu'ils marquent un saut qualitatif décisif dans le cadre des orientations stratégiques permanentes de l'Etat marocain, ce sont ces deux axes qui vont être développés ci-dessous.

3.1. Désengagement, déréglementation, dérégulation...

Le désengagement de l'Etat s'est certes principalement matérialisé à travers le programme des privatisations, engagé plutôt à partir de la décennie 90, et dont il a déjà été question plus haut (voir 2.1.2). Nous n'y reviendrons donc pas ici. Il faut cependant savoir que la mise en place de la politique d'ajustement structurel, près d'une décennie plus tôt, avait donné lieu à des mesures éparses mais significatives, telles la réduction des transferts de l'État aux entreprises publiques, ainsi que la privatisation par « entente directe » du capital ou de la gestion de certaines entreprises publiques et sous différentes formes : transport en commun urbain, location-gérance de bateaux de pêche et hôtels appartenant aux Offices de la pêche et du tourisme, cession au secteur privé de participations de l'État dans certaines grandes entreprises, agro-industrielles notamment⁵⁶. Par ailleurs, et en collaboration avec la Banque mondiale qui le finança, fut engagé un programme à moyen terme de restructuration de l'ensemble du secteur public, avec pour double objectif de rationalisation de la gestion des entreprises d'une part et de désengagement de l'Etat de la propriété du capital d'autre part⁵⁷.

L'Etat devait également se désengager des marchés et des activités que, pour une raison ou une autre, il avait coutume de réglementer. Selon les cas, le désengagement prit donc des formes de déréglementation, de dérégulation, de libéralisation des prix... Il concerna des secteurs déterminés, les marchés des biens, mais aussi ceux des services, notamment financiers.

Dans l'agriculture, notamment dans les périmètres d'irrigation où l'Etat était auparavant volontiers interventionniste, celui-ci s'était fortement désengagé. Il s'était ainsi significativement retiré d'activités jugées à caractère commercial (commerce des engrais, services vétérinaires). Les subventions aux intrants agricoles avaient été supprimées ou réduites (engrais, pesticides...), mais avaient surtout été redéployées vers l'encouragement des investissements sur les exploitations mêmes. Les Offices régionaux de mise en valeur agricole avaient abandonné les « plans d'assolement » auparavant obligatoires, tout comme ils s'étaient désengagés de toutes les prestations de services et des opérations à caractère commercial. Le marché des céréales fut réorganisé et l'importation et la commercialisation du thé et du sucre - autrefois monopole d'Etat- furent libéralisées. Plusieurs filières avaient été dérégulées, avec

---

⁵⁶ Cas de Cosumar, des Sucreries des Doukkala, de la Société nouvelle des conduites d'eau....

⁵⁷ Ce programme porta le nom de PERL (Public Enterprise Rationalization Loan), et se déclina en PERL.1 (1987-1990), consacré à l'apurement des arriérés de paiement, au lancement d'études et de quelques contrats-programme pilote, et en PERL.2 (1991-), construit sur la volonté de restructuration du portefeuille de l'État et celle d'entreprises publiques. Même repris par d'autres projets, les principaux objectifs de ce programme n'ont guère été atteints.

libéralisation des prix et suppression des subventions à l'amont comme à l'aval (blé dur, orge, maïs, riz, sous-produits pour l'alimentation du bétail)⁵⁸.

Au-delà du secteur agricole et à un niveau plus général, la libéralisation des prix eut pour objectif de permettre à ces derniers de jouer leur rôle dans la dynamique de l'économie de marché, le jeu de la concurrence et finalement l'affectation des ressources. En fait, elle avait été engagée avant l'entrée en vigueur officielle de la politique d'ajustement structurel en 1983, de sorte que la plus grande part de la tâche sera réalisée entre 1982 et 1986⁵⁹. Selon des modalités diverses, la libéralisation des prix avait été conduite au pas de charge, et en 1986 déjà, 86% des 209 articles composant l'indice du coût de la vie étaient libéralisés. Ne continueront par la suite à être réglementés que les prix de certains biens considérés « sensibles » ou stratégiques et certains services publics (pain, sucre, eau, électricité, produits pétroliers...).

La mobilisation de l'épargne était censée passer par la réforme fiscale, engagée à partir de 1984 en tant que composante forte de la politique d'ajustement structurel, et examinée plus haut (voir 2.3.2). Mais cette mobilisation passait nécessairement aussi par la réforme du secteur financier et en particulier par la libéralisation de la politique de financement des activités économiques. Les réformes, engagées dès 1983 ne s'étaient en réalité affirmées que peu à peu. Trois axes de réforme avaient été suivis. D'abord la déréglementation monétaire, matérialisée par la suppression en 1991 de l'encadrement du crédit (remplacée par des modalités d'action indirecte, tels le maniement de la réserve monétaire, l'allègement des emplois obligatoires des banques, la libéralisation des commissions bancaires), et par la libéralisation des taux d'intérêt. Ensuite la déspecialisation de l'intermédiation financière sur la voie de la « banque universelle », ce qui avait conduit, notamment avec la loi bancaire de 1993, à inciter les banques commerciales à diversifier leurs opérations dans les segments longs du marché, alors que les organismes financiers spécialisés (BNDE, CIH, CNCA) étaient pour leur part autorisés à collecter les dépôts auprès du public et s'ouvrir sur d'autres secteurs que ceux relevant de leur terrain de prédilection. Ce décloisonnement des structures du système bancaire avait cependant été accompagné par l'adoption de règles prudentielles conformes aux normes internationales ("Ratio Cooke"). Enfin la désintermédiation du financement dans la perspective de la création d'un marché monétaire actif : multiplication des emprunts d'état dans le public, recours du Trésor au marché pour le financement du déficit budgétaire, création des billets de trésorerie pour les entreprises, réforme de la bourse des valeurs de Casablanca...

3.2. Libéralisation des échanges et intégration à l'économie mondiale

La libéralisation des échanges extérieurs s'inscrivait dans le vaste projet de l'ouverture de l'économie nationale et de son intégration à la dynamique de la mondialisation en marche. Des programmes de démantèlement des protections tarifaires et non tarifaires de l'industrie d'une part et de promotion des exportations d'autre part furent engagés dès 1984⁶⁰. Par la

---

⁵⁸ N. Akesbi, *Politique d'ajustement structurel dans le secteur agricole, approche macro-économique*, In : FAO-MAMVA, Impact du programme d'ajustement structurel sur le développement du secteur agricole, tomes 1-4, Rabat, mai 1997.

⁵⁹ N. Hajji, L. Jaidi et M. Zouaoui, *Prix et concurrence au Maroc*, éd. Najah El Jadida, 1992, Casablanca.

⁶⁰ Nouvelle politique industrielle et libéralisation des échanges extérieurs ont fait l'objet d'un même programme intitulé ITPA (*Industrial and Trade Policy Adjustment*). Commencé en mars 1984, le premier programme avait été suivi par un second en juillet 1985 (ITPA.2). Cf. Banque mondiale (BM, 1994a), Morocco: *The impact of liberalization on trade and industrial adjustment*, vol.1: Executive summary report, octobre 1987 (Report, n°6714-MOR).

suite, les mesures s'étaient succédé à un rythme soutenu, au demeurant consacrées par l'adhésion du Maroc au GATT en 1987⁶¹.

Au niveau des importations, les restrictions quantitatives avaient été progressivement réduites, au point qu'en 1993, on estimait déjà que 90% des flux en question étaient libres, contre 38% dix ans plutôt⁶². En parallèle, un effort appréciable avait été fourni en vue d'une simplification des procédures de dédouanement et de leur assouplissement, notamment grâce à la création d'un comité pour la simplification des procédures douanières, l'introduction de l'informatique, la mise en application de la déclaration unique de marchandises, etc. Au niveau tarifaire, le processus engagé en 1984 visait la baisse des droits de douane et en même temps la restructuration des tarifs douaniers, l'objectif étant d'arriver à une structure tarifaire simple et comportant un taux maximal de 25%. Les taux plafonds (qui pouvaient par le passé atteindre 400%), avaient d'abord été abaissés à 100%, puis à 60% en 1984, puis encore à 45% en 1986. Un droit minimal de 2.5% fut introduit. Par la suite, on réduira le nombre des quotités tarifaires de 25 à 15 puis à 9, et le plafond sera encore réduit à 40%, puis à 35%⁶³.

Au niveau de la promotion des exportations, nombreuses avaient été les réformes ayant eu pour but de promouvoir les exportations, en s'appliquant à supprimer les entraves qui en gênaient le développement, simplifier les procédures administratives, réduire les disparités entre activités d'exportation et activités de substitution aux importations. On peut en particulier citer la suppression du monopole des exportations agricoles (1985), la suppression de l'obligation de licence d'exportation pour la quasi-totalité des produits agricoles, miniers et industriels, la suppression de la totalité des taxes à l'exportation et l'extension de l'exonération de la TVA aux services entrant dans le cadre des exportations de biens (1986), la révision dans un sens encore plus libéral du "code des exportations" (1988), l'élargissement et le renforcement des régimes économiques en douane, l'amélioration de la gestion du système à l'exportation⁶⁴, le renforcement des mesures financières préférentielles en faveur des exportateurs⁶⁵, la création en 1991 d'un Ministère du Commerce Extérieur, chargé de dynamiser durablement la politique mise en œuvre dans ce domaine.

Enfin, tout ce processus sera couronné d'une part par l'adoption en 1992 de la Loi sur le commerce extérieur qui consacre le principe de libéralisation des échanges extérieurs et clarifie le cadre de son évolution et de sa régulation⁶⁶. Cette adoption sera suivie d'ailleurs par la mise en place du *Conseil National du Commerce Extérieur*, cadre de réflexion et de concertation, impliquant l'ensemble des partenaires concernés, et susceptible de donner des impulsions supplémentaires à la promotion des exportations. D'autre part, sur le plan des opérations financières avec l'extérieur, le processus de libéralisation du régime des changes et

---

⁶¹ Par cette adhésion, le Maroc s'engage à se conformer aux trois grands principes du GATT: 1. Clause de la nation la plus favorisée; 2. Recours aux droits de douane plutôt qu'aux restrictions quantitatives dans toute politique de protection; 3. Réduction progressive et réciproque des obstacles tarifaires.

⁶² Cf. Banque mondiale, 1994a, op. cit.

⁶³ A l'exception toutefois de quelques produits agricoles dits sensibles ou stratégiques (céréales, sucre, huile, viandes, produits laitiers), dont les droits de douane sont restés élevés.

⁶⁴ Notamment la suppression du visa de sortie, l'établissement d'une déclaration unique des marchandises, l'allègement du dédouanement à domicile, l'octroi de dotations en devises conséquentes aux exportateurs, la création d'une société d'assurance à l'exportation couvrant de plus larges risques, la décentralisation de la procédure d'exportation préalable...

⁶⁵ Notamment : Relèvement du plafond des crédits à l'exportation et allongement des délais de remboursement, taux d'intérêt bonifiés, création d'un fonds de garantie en faveur des PME exportatrices, création d'un Fonds de promotion des investissements...

⁶⁶ Loi sur le commerce extérieur n°13-89, B.O. n°4181 du 16.12.1992.

de mouvement des capitaux engagé en 1988, sera également résolument poursuivi⁶⁷ jusqu'à aboutir en janvier 1993 à la décision de notification de l'adhésion du Maroc aux dispositions de l'article VIII des statuts du FMI, ce qui revenait à déclarer la convertibilité du Dirham au titre des transactions courantes⁶⁸.

3.3. Post-ajustement, ou la continuation de l'ajustement sans les programmes d'ajustement

Dès le début de la décennie 1990, alors que le pays subit des années de sécheresse successives, et que le premier rapport du PNUD sur le « développement humain » classe le Maroc, au regard de l'Indicateur du Développement Humain (IDH) au 108^{ème} rang, sur un total de 160 pays, derrière des pays voisins ou comparables tels l'Algérie, la Tunisie ou la Jordanie⁶⁹, même les plus ardents défenseurs de la politique d'ajustement structurel commençaient à reconnaître que son coût social se révélait de plus en plus lourd. Le même rapport du PNUD indiquait que, au Maroc et en moyenne durant la période 1980-1988, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté représentait 37% de la population totale, et en milieu rural, cette proportion atteignait même 45%. Des études et enquêtes conduites au début de la décennie 90 mettaient en évidence l'ampleur des « dégâts » et partant du sous-développement qui condamnait encore en milieu rural près de 52% de la population à des conditions de vie tout à fait déplorables: 57% des localités y étaient encore totalement enclavées, 12% à peine des foyers ruraux étaient pourvus d'électricité, et la proportion qui avait accès à l'eau courante était quasiment insignifiante (moins de 2% des ménages ruraux), 19% seulement des localités rurales disposaient d'écoles primaires, et guère plus de 3% des mêmes localités disposaient de « postes de santé »⁷⁰.

La Banque mondiale elle-même parle de « fatigue des ajustements »⁷¹, avant de s'atteler à préparer son fameux rapport sur la « crise cardiaque » qui menaçait la stabilité du pays et son économie⁷², relayé ensuite par un autre rapport sur le développement rural où il est question des « Deux Maroc », l'un, citadin et relativement avancé, et l'autre, rural et connaissant encore les pires conditions de sous-développement⁷³. Dans les milieux académiques, la fin officielle en 1993 des programmes d'ajustement conduits par le FMI ouvrait la possibilité

---

⁶⁷ A titre indicatif, voici quelques étapes de ce processus : Autorisation des marocains résidents à l'étranger à ouvrir des comptes en dirhams convertibles, dispense des investisseurs étrangers de toute autorisation de l'Office des changes pour leurs transferts de capitaux (1988) ; Augmentation de la dotation en devises pour voyages d'affaires (1989) ; Suppression de l'obligation de visa de l'Office des changes pour les certificats d'importation (1990) ; Relèvement à plusieurs reprises de l'allocation en devises accordée aux citoyens se rendant à l'étranger ; Abrogation de la réglementation relative à la marocanisation (1990) ; Octroi aux exportateurs d'une dotation annuelle correspondant à 20% du montant des devises rapatriées (1991) ; Possibilité pour les investisseurs étrangers de transférer le produit de la liquidation de leur investissement sans autorisation préalable (1992)...

⁶⁸ Le processus de libéralisation s'est encore poursuivi après cette déclaration : Possibilité ouverte aux entreprises et aux banques de contracter des emprunts sur le marché international sans accord préalable de l'Office des changes ; Autorisation aux étrangers détenteurs de valeurs mobilières marocaines de gérer directement leurs titres et de les négocier librement sur place ou à l'étranger ; Possibilité pour les détenteurs de comptes en devises de les utiliser directement pour diverses opérations...

⁶⁹ Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD, 1991). *Rapport mondial sur le développement humain 1991*, éd. Economica, Paris, 1991.

⁷⁰ Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, *Contribution du Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire à une stratégie de développement rural*, 1993, Rabat.

⁷¹ Banque Mondiale (BM, 1994b), *Deuxième Prêt à l'ajustement du secteur agricole*, Rapport d'achèvement d'exécution, Washington DC, 12.9.1994, p.27.

⁷² Banque mondiale (BM, 1995), *Royaume du Maroc : Mémoire économique – Vers une augmentation de la croissance et de l'emploi*, Rapport n°14155-MOR, Washington, DC, 1995.

⁷³ Banque mondiale (BM, 1997), *Royaume du Maroc : Stratégie de développement rural (1997-2010)*, N° 16303-MOR, Rapport en trois volumes, Washington DC, 1997.

d'entamer une évaluation critique du bilan de la décennie qui venait de s'achever et des politiques publiques qui l'avaient caractérisée⁷⁴.

La décennie 90 restera marquée par un contexte économique très difficile, ponctué par des sécheresses récurrentes qui continuent de rythmer le cours de l'économie et la société marocaines, en dépit de dizaines d'années de « politique des barrages » dont l'un des principaux objectifs était pourtant d'autonomiser la production agricole par rapport aux aléas climatiques. Au-delà, l'ambiance de fin de règne, dont chacun prend conscience peu à peu, plombe les ressorts du pays et ne permet que les réflexions plus ou moins commandées et les discours plus ou moins convenus. On commandera donc beaucoup d'études et de rapports, on organisera de très nombreux séminaires, colloques et autres symposiums, on dissèrtera et on discutera longuement « le bilan » des expériences passées et quelquefois même on tentera –et on sera sur le point- de faire aboutir quelques projets audacieux, comme ce fut le cas de ce qui aurait été la première « loi d'orientation agricole » du Maroc indépendant⁷⁵ ou encore la stratégie du « Maroc compétitif » et de ses « grappes industrielles »⁷⁶... Aucune des stratégies annoncées alors à grand renfort médiatique ne verra cependant le jour. Tout au plus aura-t-on engagé quelques programmes d'infrastructures qui, cette fois seront tout de même destinés d'abord à atténuer quelque peu la dureté des conditions de vie de la population rurale : le Plan d'électrification rurale globale (PERG), le Programme d'approvisionnement groupé en eau potable (PAGER), le Programme National de Routes Rurales (PNRR)⁷⁷.

Dans le fond, cette période de post-ajustement n'est que la continuation de « l'ajustement » sans les programmes d'ajustement... Sur les deux « versants » de ces derniers que sont le désengagement de l'Etat et la libéralisation des échanges, les processus engagés dans les années 80 se poursuivent cahin-caha. Au niveau du premier versant, Le processus de désengagement de l'Etat se poursuit de différentes manières. La plus importante n'est autre que la privatisation déjà présentée plus haut. Notons cependant que le programme de privatisations initial, codifié par la loi de 1990 (n°39-89) avait par la suite et à plusieurs reprises été modifié, ajoutant à la liste des entreprises privatisables de nouveaux établissements et en retirant d'autres, pour finir par élargir son périmètre à toutes les entreprises publiques ou à participation publique. Rappelons aussi que, avant comme après la « légalisation » des privatisations, on n'avait guère cessé d'en enregistrer d'autres, qualifiées poliment de « silencieuses »... Tout comme, sous le vocable de « Partenariat public privé », le désengagement de l'Etat a continué, notamment sous forme de gestion déléguée des services communaux, de démonopolisation du transport routier des marchandises, de la production d'électricité et de l'adduction de l'eau d'irrigation, l'octroi d'une deuxième licence de téléphonie mobile...

Au niveau de la libéralisation des échanges, après avoir adhéré au GATT en 1987, le Maroc s'était engagé dans les négociations de l'*Uruguay Round*, et y ayant acquis une réputation de « bon élève », avait obtenu le privilège d'organiser chez lui en avril 1994 les cérémonies de

---

⁷⁴ AEM, 1994, op. cit.

⁷⁵ N. Akesbi, « Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine », 2005, op. cit., pp.44-47.

⁷⁶ M. Kably, « Le Maroc compétitif : les grands axes du plan d'action stratégique », *L'Economiste*, quotidien, Casablanca, 1^{er} août 1996.

⁷⁷ Le PERG projetait l'électrification de 1 500 000 foyers à l'horizon 2008, soit un taux d'électrification de près de 80 %, le PAGER l'installation et l'amélioration des systèmes d'eau potable dans 31 000 localités, au profit de 11 millions d'habitants à l'horizon 2000, et le PNRR la construction de 11200 km de routes et de pistes rurales sur 7 ou 9 ans. Cf. Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (MADRPM, 1999), *Plan Quinquennal de Développement Économique et Social 1999-2003*, Volume 1: Développement Rural, Rapport principal, Rabat, 1999, p. 10-12.

signature de ce qui s'appellera désormais « les accords de Marrakech » et verra notamment la naissance de l'Organisation mondiale du commerce. Très logiquement, le Maroc appliquera donc à la lettre les engagements de libéralisation des échanges pris à Marrakech. Par ailleurs, le pays conduisait des négociations avec l'Union européenne pour la conclusion d'un nouvel accord d'association dans le cadre du « processus de Barcelone » qui en était à ses débuts. Et en effet, le Maroc sera en 1996 le deuxième pays (après la Tunisie, et sur une douzaine de pays méditerranéens concernés) à signer un accord de partenariat avec l'entité européenne, dont la nouveauté marquante est de programmer pour 2010 la mise en place d'une zone de libre-échange des produits industriels. Deux années plus tard, c'est au niveau de la Ligue arabe que sera décidée l'institution progressive d'une zone de libre-échange entre les pays membres.

La vie politique du pays est rythmée par les tentatives successives d'un monarque soucieux, au soir de sa vie, d'assurer la pérennité de son régime, en vue d'intégrer dans son gouvernement –à ses conditions- l'opposition de gauche, alors très populaire. Après plusieurs tentatives et bien des soubresauts, Hassan II finit par y arriver⁷⁸. En 1998, il peut nommer premier ministre le premier secrétaire de l'USFP et faire constituer un gouvernement dit « d'alternance consensuelle », comprenant aussi bien des ministres venant tout droit de l'ancienne opposition de gauche que des « ministres de souveraineté », purs produits du sérail et néanmoins placés à des postes clés (Intérieur, justice, défense, affaires islamiques...). A sa mort en juillet 1999, sa succession se passe sans problème et le nouveau roi hérite d'une situation dont son père n'avait quasiment jamais bénéficié : un régime plutôt stable, une opposition historique « neutralisée », une popularité certaine dans le pays et une image globalement positive à l'étranger...

IV. Continuité et inflexions avec le règne de Mohammed VI

Le pays change de monarque mais non de régime. La continuité au niveau des choix économiques fondamentaux en tout cas apparaît clairement dès le premier discours du trône du nouveau roi le 30 juillet 1999, lorsque celui-ci déclare de prime abord : « Nous sommes extrêmement attaché à la monarchie constitutionnelle, au multipartisme, au libéralisme économique »⁷⁹. Quelques mois plus tard, dans une lettre destinée à fixer les orientations du plan de développement en préparation alors, Mohammed V demande à son premier ministre de s'appliquer à « éviter tout ce qui est de nature à aller à l'encontre des règles de liberté, tant dans les domaines politique et économique que social »⁸⁰. Quelque temps plus tard, après avoir pris de l'assurance, le nouveau roi va préciser, à l'occasion d'un des rarissimes entretiens qu'il ait accordés à un organe de presse, sa vision du système politique qu'il compte conforter sous son règne. A la question du journaliste français du *Figaro* qui lui demandait sa

---

⁷⁸ Soubresauts dont on peut rappeler les plus marquants : Deux réformes constitutionnelles en moins de cinq ans ; Libération de prisonniers politiques ; Mélodrames partisans, notamment à l'USFP et au PPS ; Verrouillage des postes dans la haute administration (*Dahir* renforçant les pouvoirs des Secrétaires généraux des ministères...); Mise au pas du patronat à l'issue de l'opération dite « d'assainissement » ; Renforcement du staff de conseillers royaux à travers la constitution du « G14 » ; Garantie du soutien des Institutions financières internationales ; Manipulation des élections...Cf. I. Dalle, *Les trois rois – La monarchie marocaine, de l'indépendance à nos jours*, éd. Fayard, Paris, 2004 ; R. El Mossadeq, *Les labyrinthes de l'alternance : Rupture ou continuité ?* éd. Najah el jadida, Casablanca.

⁷⁹ Cf. <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/discours-du-tr%C3%B4ne-de-sa-majest%C3%A9-le-roi-mohammed-vi>

⁸⁰ Cf. <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/lettre-de-sm-le-roi-mohammed-vi-au-premier-ministre-m-abderrahmane-el>

« définition politique d'une Monarchie qui ne se veut ni absolue ni parlementaire », Mohammed VI répond : « Les Marocains veulent une Monarchie forte, démocratique et exécutive. (...) Chez nous, le Roi ne se contente pas de régner. Je règne et je travaille avec mon gouvernement dans un cadre constitutionnel clair qui définit la responsabilité de chacun. Il n'y a aucune ambiguïté et aucun complexe dans ce que je suis en train de vous dire »⁸¹. Monarchie exécutive... Le lexique de la science politique marocaine s'enrichit ainsi d'un nouveau concept qui ne fait que dire autrement une réalité au moins aussi ancienne que l'Etat *Makhzen* : une monarchie où le roi règne et gouverne.

Il est certain que les premières années du règne de Mohammed VI marquent une certaine volonté d'ouverture politique qui se concrétise par la libération de prisonniers politiques, le retour au Maroc d'opposants exilés (Abraham Serfaty en tête), le renvoi du puissant ministre de l'intérieur de Hassan II (Driss Basri), la mise en place de l'*Instance Equité et Réconciliation* et les auditions publiques des victimes des « années de plomb », la révision du Code de la famille (*Moudawana*) dans un sens plus progressiste... Mais en même temps, dès l'automne 2002, Mohammed VI montre le peu de cas qu'il fait de la dite « méthodologie démocratique », puisqu'il renvoie Abderrahmane Youssoufi dont le parti avait pourtant obtenu le plus grand nombre de sièges aux élections législatives (même si celles-ci, comme les autres du reste, étaient loin d'être transparentes...), et nomme à sa place un technocrate du sérail sans légitimité démocratique autre que sa proximité du Palais. L'année suivante, à la suite des attentats à la bombe du 16 mai 2003 perpétrés à Casablanca par des islamistes radicaux, c'est carrément au tour de vis sécuritaire auquel on assiste, avec des milliers d'arrestations, des condamnations à mort, le recours à la torture... Manifestement cette année-là marque un tournant et en tout cas la fin d'une période où l'on a pu penser que le régime, avec le nouveau règne, pouvait évoluer, fut-ce très progressivement, vers un véritable état de droit. Cette impression d'un système où « tout change pour que rien ne change » sera continuellement confortée par les pratiques du régime, même après 2011, année où le « mouvement du 20 février » a pu arracher quelques acquis démocratiques mais dont chacun a pu constater par la suite qu'ils n'étaient guère irréversibles...

Même la nouvelle Constitution, adoptée précisément dans le sillage du « printemps marocain » en juillet 2011, consolide le « verrouillage institutionnel » au profit de la « monarchie exécutive ». Ainsi, du point de vue des questions qui nous occupent ici, tout est dit dans une courte phrase de l'article 49 qui stipule que c'est le Conseil des ministres (présidé par le Roi) qui décide des « orientations stratégiques de la politique de l'Etat »⁸². L'objet ici n'est pas de nous attarder sur l'évolution du système politique du pays depuis l'avènement du règne de Mohammed VI, mais seulement de clarifier le cadre général dans lequel l'économie marocaine et les politiques publiques la concernant ont continué d'évoluer depuis le tournant du millénaire. Le plus important à retenir donc pour la suite de nos propos est que, depuis comme avant 1999, nous sommes restés dans le cadre d'un système politique dominé par l'Institution monarchique qui s'accapare la prérogative de déterminer et décider des choix et des orientations des politiques publiques pour le pays.

---

⁸¹ Entretien accordé au cours du mois d'août 2001. Cf.: <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/interview-accord%C3%A9e-par-sa-majest%C3%A9-le-roi-mohammed-vi-au-quotidien-fran%C3%A7ais-%C2%AB-le>.

⁸² Pour une analyse critique de la dimension économique de cette Constitution, cf. N. Akasbi, « La dimension économique de la nouvelle Constitution à l'épreuve des faits », In : *La nouvelle Constitution marocaine à l'épreuve de la pratique*, ouvrage collectif en deux volumes, coordonné par O. Bendourou, R. El Mossadeq et M. Madani, Editions La Croisée des Chemins – Frederich Ebert Stiftung, Casablanca, 2014.

« Exécutive », la monarchie l'était déjà dans le Maroc de Hassan II, mais force est de constater qu'avec le règne de Mohammed VI, et à bien des égards, en tout cas dans la sphère de l'économie, elle l'est encore plus. Pour prendre la mesure de ce dont il est question et en même temps introduire cette partie, essayons d'identifier les principaux axes d'action stratégiques qui structurent aujourd'hui et depuis le début des années 2000 l'économie marocaine. On peut en gros en identifier quatre :

- * Les plans sectoriels ;
- * Les « grands chantiers » d'infrastructures ;
- * Les accords internationaux de libéralisation des échanges ;
- * L'Initiative Nationale de Développement Humain.

Du point de vue de leur processus d'élaboration, de validation et donc de légitimation démocratique, tous ces « chantiers structurants » pour le développement économique et social du pays ont un point commun : un énorme déficit démocratique. Relevant de la prérogative quasi-exclusive de l'Institution monarchique, ils naissent à l'écart des autres Institutions, qu'il s'agisse du Parlement ou du Gouvernement, et s'ils sont ensuite forcément mis en œuvre par l'appareil gouvernemental et son administration, les décisions essentielles déterminant leur évolution dans un sens ou dans l'autre ne relèvent encore que de l'autorité du Roi et de ses conseillers⁸³. Tout au plus, l'une ou l'autre des Chambres parlementaires peut essayer d'engager un débat toujours délicat et passablement superficiel pour cause d'autocensure manifeste et généralisée, débat qui en tout état de cause sera sans conséquence tangible puisque toute décision en la matière dépend d'une instance qui, elle, n'a guère de compte à rendre au Parlement...

Par rapport aux grandes orientations stratégiques qui, comme nous l'avons assez montré plus haut, ont structuré les politiques économiques tout au long de l'ère de Hassan II, les « chantiers structurants » de l'ère de Mohammed VI s'inscrivent également dans une parfaite continuité : toujours et même plus que jamais, le double choix/pari de l'Etat reste l'affirmation de l'économie de marché et du secteur privé d'une part, et la promotion des exportations érigées en locomotive de la croissance d'autre part. On verra cependant que si Mohammed VI ne remet en cause aucune des orientations stratégiques de son père, il va tout de même donner un nouvel élan à certains aspects et en infléchir d'autres. Nous allons donc présenter les « chantiers » en question en essayant à chaque fois de mettre en évidence à la fois le déficit démocratique qui caractérise leur gouvernance et la constance globale des choix qui les sous-tendent.

4.1. Les plans sectoriels : partiels et superficiels

Avec l'avènement des plans sectoriels au début des années 2000, il faut tout de même commencer par noter que c'est toute la tradition des « Plans nationaux » de développement économique et social telle que pratiquée depuis le début de l'indépendance qui est

---

⁸³ Le cercle des « conseillers » n'étant pas nécessairement limité à celles et ceux nommés officiellement à ce titre, mais peut aussi comprendre des directeurs de grands établissements publics (nommés du reste à leurs postes par le roi), des hauts fonctionnaires triés sur le volet (les « serviteurs de l'Etat »...), des hommes d'affaires « de proximité »...

abandonnée⁸⁴. En fait, il faut reconnaître que cela faisait déjà une vingtaine d'années que cette planification-là, pourtant seulement « indicative », battait de l'aile. En effet, la mise en œuvre des premiers programmes d'ajustement structurel en 1983 avait déjà sonné le glas du plan quinquennal de l'époque (1981-1985). Une tentative de relance Intervint en 1988 (avec le lancement du plan dit « d'orientation 1981-1992 »), mais ne fera pas long feu, la démarche étant de toute évidence incompatible avec celle de « l'ajustement ». Il faudra attendre le « gouvernement Youssoufi » pour que, à nouveau on essaie de réanimer l'idée de planification avec l'élaboration du plan quinquennal 2000-2004, mais une fois de plus, ce dernier sera rapidement abandonné car dépassé par une nouvelle vision, sectorielle et partielle, plutôt que nationale et globale.

4.1.1. Une myriade de « plans-commandes », sans vision ni cohérence

La démarche du « plan national » étant donc à nouveau abandonnée⁸⁵, on va lui substituer une autre, partielle parce que sectorielle, et sans vision d'ensemble qui permette au moins de programmer l'avènement des différents plans en question, en fonction d'une logique déterminée. Au gré des « circonstances », des plans sectoriels, gratifiés de labels attrayants, vont au fil des ans se succéder sans qu'il soit possible de leur trouver un quelconque fil conducteur : *Azur* pour le tourisme en 2003, *Emergence* pour l'industrie en 2005, *Moukawalati* pour la création d'entreprise en 2006, *Rawaj Vision 2020* pour le commerce et la distribution en 2007, *Maroc Vert* pour l'agriculture en 2008, *Halieutis* pour les produits de la mer, *Envol* à nouveau pour l'industrie, *Maroc Export Plus* pour le commerce extérieur, et *Maroc Numeric 2013* pour les nouvelles technologies de l'information en 2009, *Vision 2020* à nouveau pour le tourisme en 2010, *Accélération* encore pour l'industrie en 2014... D'autres plans, intitulés de manière plus sobre (sans pour autant être moins soucieux de *marketing*...), ont également vu le jour dans le même esprit. Citons-les sans être certain d'être exhaustifs : *Vision 2015* pour l'Artisanat, *Plan des Energies Renouvelables à l'horizon 2020*, *Stratégie énergétique nationale 2030*, *Plan Solaire Marocain*, *Plan intégré de production électrique éolienne*, *Stratégie Nationale de Développement de la Compétitivité Logistique à l'horizon 2015*, *Stratégie portuaire 2030*, *Plan National de Développement des Echanges Commerciaux*, *Vision stratégique de la formation professionnelle*, *Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur*...

On peut avoir du mal à le croire, mais il n'existe aujourd'hui à notre connaissance aucun document officiel de synthèse permettant simplement de dresser la liste exhaustive de tous ces plans⁸⁶ et toutes ces stratégies dont on peut d'abord aisément constater que leur première incohérence concerne leur horizon temporel : 2010, 2013, 2015, 2020, 2030...

---

⁸⁴ Le premier plan du Maroc indépendant, biennal, date de 1958. Il sera suivi de 8 autres plans, jusqu'au début des années 2000. Cf. M. Hazim, « Gestion du développement économique et social au Maroc », *Les Cahiers du Plan*, HCP, n°33, janvier-Février 2011, pp. 47-52.

⁸⁵ Abandon qu'on n'essaiera d'ailleurs même pas de justifier par un quelconque argumentaire. Bien au contraire, lorsqu'il avait fallu reconnaître l'abandon du plan 2000-2004, le Haut Commissaire au Plan tenta d'en minimiser la portée, arguant qu'il ne s'agissait que d'une « pause de réflexion » pour être en mesure de repartir sur de nouvelles bases à partir de 2004. Depuis, il faut dire que nous avons un Haut Commissariat au Plan qui fait beaucoup de choses, sauf des plans...

⁸⁶ Dans son rapport de 2014, le Conseil économique, social et environnemental se hasarde à dresser une liste de 14 éléments mais prend la précaution de l'introduire ainsi : « On recense au moins 14 stratégies sectorielles... ». Cf. CESE, *Cohérence des politiques sectorielles et Accords de Libre-échange : Fondements stratégiques pour un développement soutenu et durable*, Auto-Saisine n°16/2014, Rabat.

Quoiqu'il en soit, tous ces plans ont pour points communs d'être décidés, élaborés et mis en œuvre en dehors de tout processus de légitimation démocratique, ni même de simple « bonne gouvernance ». En effet, le plus souvent décidés au niveau des conseillers royaux attitrés et de cercles restreints de technocrates et de groupes de pression intéressés, leur élaboration est ensuite confiée à des bureaux d'études privés, fréquemment étrangers, avec quelques idées générales pour « cahiers de charges », un cachet conséquent et un *deadline* pour le premier « livrable »... Lorsque celui-ci est validé au niveau du groupe restreint qui en est responsable, il est inséré dans le programme des activités royales. Et c'est ainsi qu'un soir, en regardant les informations nationales à la télévision, et en voyant une « cérémonie de signatures », présidée par le roi, le commun des citoyens apprend que son pays vient de se doter d'une « stratégie » dans tel ou tel domaine ! Suivra une « campagne de *com* » massive où l'effet d'annonce prime et le déni de réalité domine⁸⁷...

Ce faisant, de bout en bout, les Institutions du Parlement et du Gouvernement⁸⁸ ont été soigneusement tenues à l'écart. Pour apprécier à quel point cette démarche représente une véritable régression par rapport au passé, il suffit de se remémorer le processus à travers lequel les plans nationaux de développement étaient adoptés. Certes, loin de nous l'idée de signifier que ce « passé » était plus « démocratique », mais au moins au niveau des apparences, on pouvait être soucieux de respecter la forme des processus et des procédures... C'est ainsi qu'après avoir été élaborés au sein de l'Administration, les projets de plan étaient discutés dans le cadre du « Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan » (où se retrouvaient syndicats, patronat, ONG, entre autres...), avant d'être envoyés au Parlement pour y être débattus et adoptés, et ensuite entrer en vigueur. Et à chaque étape, dans la presse ou ailleurs, un débat public pouvait être engagé sur le contenu des projets en question. Depuis l'abandon du dernier plan 2000-2004 et l'avènement des plans sectoriels actuels, tout cela semble révolu. La régression est patente, même s'il faut répéter qu'il n'est pas question de magnifier « le temps des plans nationaux ». Disons simplement qu'il y a des situations qui sont mauvaises, et d'autres qui sont pires...

4.1.2. Objectifs illusoires et résultats dérisoires

Confiés à des bureaux d'études privés contre argent sonnante et trébuchant, les études qui soutiennent les plans sectoriels sont rarement d'une bonne qualité scientifique (au demeurant le plus souvent présentées sur de simples fichiers *power point*). Pour avoir étudié de près l'un des plus importants plans de la catégorie, le Plan Maroc Vert, et avant de nous appliquer à en évaluer les objectifs, les moyens, et la cohérence d'ensemble, nous avons dû mettre en évidence les nombreuses inexactitudes, contresens, et autres confusions qui pullulent dans les documents officiels le concernant⁸⁹. Mais c'est surtout sur le fond que les plans sectoriels, devenus de simples « commandes » à des entreprises privées, sont les plus problématiques. Toujours ancrés dans les orientations majeures et cinquantenaires du « modèle de développement » du pays (l'économie de marché et le secteur privé, la croissance tirée par les exportations...), ces plans apparaissent cependant franchement médiocres, voire hasardeux

---

⁸⁷ Quelquefois on organisera des « Assises », théoriquement pour faire le point sur « l'état d'avancement », mais pendant lesquelles on fera en réalité encore plus de « com » et très peu de débat, semblant de débat lui-même très policé et en tout cas bien contenu dans les limites autorisées...

⁸⁸ Nous disons bien « Institutions » du Parlement et du Gouvernement, car des membres de ce dernier peuvent bien être associés au processus, mais plutôt en raison de leur proximité personnelle du sérail...

⁸⁹ N. Akasbi, « Le Plan Maroc Vert : une analyse critique », In : *Questions d'économie marocaine 2011*, ouvrage collectif, Association marocaine de sciences économiques, éd. PUM, Rabat, 2011 (voir en particulier les Notes de 2 à 16).

dans leur conception même⁹⁰. En effet, fondés sur des diagnostics douteux, quand ce n'est pas sur des dénis de réalité, innovant rarement sur des méthodes qui ont pourtant systématiquement fait preuve de leur inefficacité, ces plans se donnent des objectifs pour le moins irréalistes, voire illusoire.

Même si l'espace ici manque pour d'amples développements, il nous faut tout de même illustrer nos propos par quelques exemples parmi tant d'autres. Ainsi, on peut rappeler que la *Vision 2020* projette d'atteindre 20 millions de touristes en 2020, alors qu'en 2016, à 4 ans de l'échéance fixée, le pays stagne depuis 4 ans autour de 10 millions de « visiteurs », parmi lesquels on compte cependant une bonne moitié de marocains résidents à l'étranger⁹¹... Le *Plan Maroc Vert* pour sa part avait promis en 2008 la création de pas moins de 1.5 million d'emplois, alors que les statistiques du HCP nous apprennent que l'agriculture ne se contente pas de ne pas créer d'emplois, mais qu'elle en perd, et de plus en plus massivement : globalement 200.000 emplois au cours de la période 1999-2014, soit 13.600 postes en moyenne annuelle, et depuis 2008, donc depuis la mise en œuvre dudit plan, cette moyenne a grimpé à 23.900 emplois perdus chaque année⁹²... Quant au Plan « industriel », rappelons que dans sa première version en 2005, il projetait de créer 200.000 emplois, chiffre qu'on avait estimé pouvoir augmenter à 220.000 emplois dans la deuxième version de 2009. Or, les statistiques officielles montrent que depuis 2008 précisément, le secteur perd en moyenne 20.000 emplois par an, soit près de 100.000 emplois en 5 ans⁹³... Eh bien qu'à cela ne tienne ! La troisième version promet de créer 500.000 emplois entre 2014 et 2020 ! Quant à la part de l'industrie de transformation dans le PIB, elle devrait remonter à 23% en 2020, alors que depuis les années 1990 du siècle passé, cette part n'avait cessé de baisser, pour se situer à 14% à peine en 2014⁹⁴...

On pourrait longuement disserter sur les incohérences internes à chaque plan, mais au niveau macro-économique, ce sont les incohérences, voire les contradictions entre les différents plans qui retiennent l'attention et n'ont guère manqué d'être soulignées, y compris par les Institutions les plus « autorisées ». Cela se comprend puisque chaque plan étant élaboré « en vase clos » et en totale déconnexion (dans le temps et dans l'espace) avec les autres plans, il est forcément privé de la vision globale, la seule capable de veiller à la cohérence de l'ensemble. Le problème est que tous ces plans concernent le même pays, la même population et les mêmes ressources ! De sorte que si l'on s'applique simplement à additionner les objectifs, les « ressources » ou les « emplois » des plans engagés, on aboutit souvent à des situations ubuesques. Ainsi, en additionnant les emplois que 9 plans se sont engagés à créer à des horizons compris entre 2013 et 2020, les rédacteurs de la « Stratégie nationale pour l'emploi » sont parvenus au chiffre de 3.260.000, soit une moyenne annuelle de près de 320.000 emplois⁹⁵. On apprécie mieux la crédibilité d'un tel chiffre si on garde à l'esprit les données du HCP qui attestent que sur l'ensemble de la période 2000-2014, l'économie

---

⁹⁰ Pour une analyse critique « interne » (du HCP en l'occurrence) des plans sectoriels, cf. M. Hazim, « Gestion du développement... », *Les Cahiers du Plan*, 2011, op. cit.

⁹¹ B. Mousjid, « Tourisme : L'échec d'une politique d'Etat », Dossier, *TelQuel*, hebdomadaire, 29 avril 2016, Casablanca.

⁹² Cf. *Akhbar Al Yaoum*, quotidien, Casablanca, 15 janvier 2016 ; http://www.hcp.ma/Note-sur-le-marche-du-travail-au-Maroc-entre-2000-et-2014_a1632.html

⁹³ Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, *Document de Stratégie nationale pour l'emploi*, Rabat, 24.2.2015, Tab.2, p.18.

⁹⁴ Exactement 14.2%, proportion qui semble demeurer au même niveau en 2015. Cf. HCP, *Rapport des comptes nationaux provisoires 2015, juin 2016* (http://www.hcp.ma/Le-rapport-des-comptes-nationaux-provisoires-2015_a1751.html)

⁹⁵ Cf. Document de Stratégie nationale pour l'emploi, 2015, op.cit., p.18.

marocaine dans sa globalité n'a créé en moyenne que 129.000 emplois chaque année⁹⁶... Les aberrations sont quelquefois encore plus flagrantes lorsqu'il est question de ressources naturelles dans lesquelles les différents plans projettent de puiser sans qu'aucun ne se pose la question des savoir si sa « demande » est compatible avec celles des autres, sachant que la ressource en question est globalement limitée et que très souvent, si elle est affectée à telle utilisation, ce sera au détriment d'une autre. A titre d'exemple, s'agissant de la très délicate ressource hydraulique⁹⁷, on a déjà vu des projet du plan Maroc vert nécessitant telle quantité d'eau de la nappe phréatique dans telle région, validé au niveau du Ministère de l'agriculture, et se voir refuser l'autorisation par une autre instance de l'Etat concernée, pour la raison que le disponible mobilisable l'a déjà été par d'autres projets relevant d'autres plans (tourisme, industrie, eau potable...).

On pourrait encore multiplier les exemples mais cela n'aurait pas beaucoup d'intérêt dès lors que quasiment « tout le monde » reconnaît aujourd'hui ce problème de l'incohérence des plans sectoriels et, à tout le moins, de la nécessité urgente de les mettre en concordance. En 2010, dans le discours du Trône, le Roi relate les « entraves qui caractérisent la gouvernance de ces plans » et en appelle à « la nécessité de mettre en place les mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure synergie entre ces plans, dans le cadre d'une vision stratégique intégrée, excluant toute approche sectorielle étriquée »⁹⁸. Quatre années plus tard, le Conseil économique, social et environnemental considère que l'examen approfondi des résultats des différents plans sectoriels « fait ressortir des carences en matière de coordination, de pilotage et de suivi qui sont autant d'entraves à leur mise en œuvre, sans compter l'importante hétérogénéité au niveau des bases de travail, du chiffrage des besoins en investissement et en ressources, de l'analyse et des horizons de temps de ces stratégies sectorielles nationales »⁹⁹. D'autres rapports relevant d'autres Institutions, non moins importantes, abonderont dans le même sens, tels les Rapports annuels 2013 et 2015 de *Bank Al Maghrib* ou le Rapport économique et financier qui accompagne le projet de loi de finances 2015¹⁰⁰ : Dans le style policé qui les caractérise, tous ces rapports n'en soulèvent pas moins les problèmes évoqués des conditions d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des stratégies sectorielles, et par-dessus tout de leur mise en cohérence, en appelant même la Banque centrale à la création d'une « agence indépendante des stratégies sectorielles »¹⁰¹, voire à la mise en place d'une « planification stratégique » qui permettrait de « mieux répondre aux exigences d'une vision globalisée et cohérente, avec une priorisation des objectifs et une optimisation dans l'utilisation des ressources »¹⁰².

---

⁹⁶ HCP, *Note sur le marché du travail au Maroc entre 2000 et 2014* (<http://www.hcp.ma/attachment/631945>)

⁹⁷ Sur le rapport déjà cité du CESE (2014, op. cit. p.78), on peut lire, à propos de la ressource eau : « L'atteinte des résultats projetés par plusieurs stratégies sectorielles dépend de la disponibilité de cette ressource sensible, ce qui impose une rationalisation et une gestion concertée entre les différents responsables sectoriels et à responsabilités transverses ».

⁹⁸ Discours royal du 30 juillet 2010 : Cf. <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/discours-de-sm-le-roi-%C3%A0-la-nation-%C3%A0-loccasion-de-la-f%C3%A0te-du-tr%C3%B4ne>

⁹⁹ CESE, *Cohérence des politiques sectorielles...*, 2014, op. cit., p.37.

¹⁰⁰ Ministère de l'Économie et des Finances (MEF, 2015), *Rapport économique et financier, Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2015*, Rabat, pp. 36 et suivantes ; Bank Al-Maghrib (2013, 2015), *Rapports annuels des exercices 2013 et 2015*, Rabat.

¹⁰¹ BAM, 2013, p.vii.

¹⁰² BAM, 2015, pp.v-vi.

Pourtant, même si « tout le monde » fait aujourd'hui à peu près le même constat, les plans sectoriels apparaissent quasiment sacralisés, « gravés dans le marbre »¹⁰³. En tout cas rien à ce jour n'a encore été fait, fut-ce simplement dans le sens de leur mise en cohérence.

4.2. Les « grands chantiers » : Quelle pertinence et quels impacts ?

La politique des « grands chantiers » s'inscrit dans la continuité de la politique d'édification des infrastructures engagée dès les années 1960, comme on l'a déjà vu plus haut (cf. 2.2). On a certes continué de construire des barrages, d'électrifier le monde rural et d'y étendre le réseau de l'eau potable¹⁰⁴. Mais les chantiers des années 2000 sont de toute évidence d'une autre ampleur que leurs prédécesseurs du vingtième siècle. Incontestablement les réalisations obtenues à ce niveau sont considérables, quelquefois impressionnants : ports, aéroports, autoroutes, rocade et voies express, Lignes à Grande Vitesse, tramway, parcs industriels intégrés et technopoles, villes nouvelles... De ce point de vue, le visage du pays a sans doute évolué de manière inédite.

4.2.1. Investissements massifs et résultats spectaculaires

Il serait fastidieux de présenter tout ce qui a été réalisé dans ce domaine¹⁰⁵. On s'en tiendra donc ici à quelques chantiers marquants pour donner une idée de l'effort accompli. Le premier projet phare est indéniablement le port *Tanger Med* qui se présente parmi les plus grands ports d'Afrique, et surtout un hub méditerranéen et une méga plateforme commerciale entre l'Europe, l'Asie et le continent noir. Lancés successivement en 2007 et 2010, *Tanger Med I* et *II* comprennent chacun deux terminaux et devraient à l'horizon 2019 porter la capacité totale du complexe portuaire à près de 9 millions d'EVP¹⁰⁶. Les capacités logistiques du pays sont ainsi fortement augmentées et son attractivité dans un espace géostratégique essentiel est renforcée, comme en a témoigné l'arrivée du groupe Renault dans la zone, peu de temps après l'ouverture des premiers terminaux. D'autres ports d'envergure sont en construction, notamment ceux de *Nador West Med* et *Kénitra Atlantique* : le premier serait spécialisé dans les hydrocarbures et le charbon, et le second est à développer en synergie avec le groupe Peugeot-Citroën qui s'installe dans la région.

Le réseau autoroutier a connu également une expansion spectaculaire, passant d'une centaine de kilomètres à peine dans les années 1990 à près de 1800 km en 2016¹⁰⁷. A ce réseau à péage s'ajoute un autre de voies express gratuites, devant atteindre 1 600 km à fin 2016.

---

¹⁰³ H. M. Alaoui, « Devançons la vague au lieu de la subir », *Economie & Entreprise*, mensuel, Casablanca, avril 2015, p.11.

¹⁰⁴ Selon les dernières statistiques officielles disponibles, on dispose en 2016 de 139 grands barrages avec une capacité de stockage de 18 milliards de m³ (<http://www.water.gov.ma/ressources-en-eau/politique-de-leau>). En 2014, les taux d'approvisionnement en eau courante et d'accès à l'électrification de la population rurale ont atteint respectivement 38.3% et 85.3% (Cf. Ministère de l'économie et des finances, Tableau de Bord Social, Rabat, juillet 2016).

¹⁰⁵ L'information à ce niveau est cependant abondante, même s'il s'agit le plus souvent d'une simple communication institutionnelle, qui fait l'objet d'éditions spéciales et de dossiers volumineux de nombre d'organes de presse, notamment à l'occasion des fêtes du Trône... A titre d'exemples : « Des chantiers qui vont changer le visage économique du Maroc », *Challenge*, Casablanca, 29 juillet 2016 ; « 15 ans de règne, 15 grands chantiers », *Le Matin*, Hors-série, Août 2014 ; « Le Maroc des chantiers », *La Gazette du Maroc*, 1^{er} août 2009...

¹⁰⁶ EVP : Equivalent vingt pieds, c'est une unité de mesure de conteneur (un conteneur standard d'un EVP représente environ 38,5 mètres cubes). En 2014, le port Tanger Med a réalisé un trafic de 3 077 750 EVP, ce qui le positionne 2^{ième} port en Afrique et au 46^{ième} rang mondial. Cf. : <http://www.tmpa.ma/autorite-portuaire/complex-portuaire>.

¹⁰⁷ 1792 km au cours du mois d'août 2016 (https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_autoroutes_du_Maroc)

Aujourd'hui, selon les responsables marocains, 60% de la population marocaine et 70% des grandes villes du pays sont directement reliées par une autoroute. A l'échelle de l'Afrique du Nord déjà, le réseau marocain serait le plus dense.

Dans le transport ferroviaire, le projet emblématique est évidemment celui de la « Ligne à Grande Vitesse », reliant Casablanca et Tanger sur 350 km en 2h10. Ce « contrat » de plus de 20 milliards de dirhams, avait été conclu en 2007, lors d'une rencontre entre Mohammed VI et Nicolas Sarkozy, après que ce dernier eut réussi à obtenir cette commande sans appel d'offre, en « compensation » du marché des avions « Rafale » perdu par la France au profit du concurrent américain... Pour qui connaît un tant soit peu la situation du Maroc et plus encore celle de son secteur de transport ferroviaire, le choc sera conséquent¹⁰⁸. Au-delà des conditions d'octroi du marché et même de son financement (l'endettement qui alourdit l'endettement...), les questions qui se sont rapidement imposées ont trait à la nature et à la pertinence du projet, dans le contexte d'un pays où le PIB par tête ne dépasse guère 3000 dollars, et où le réseau ferroviaire hérité de la colonisation n'a quasiment pas évolué en six décennies, n'atteignant encore guère une grande partie du territoire, et restant par dessus tout d'une qualité souvent déplorable (matériel désuet, confort improbable, retards systématiques...). Décider de surcroît de commencer par un trajet sur le littoral déjà desservi par une voie ferroviaire ordinaire, une autoroute assez récente, et une route nationale correcte, alors qu'à quelques kilomètres dans l'arrière pays et dans les montagnes du Rif, des milliers de *Douars* souffrent encore d'enclavement, ne disposant même pas de pistes rurales rudimentaires... Cela a de quoi susciter, à tout le moins, de la consternation¹⁰⁹. Quant aux conditions de fonctionnement du futur TGV, même les responsables ne se hasardent guère à entrevoir sa rentabilité à un horizon raisonnable, de sorte que ne devant sa survie qu'aux subventions publiques, le TGV est déjà qualifié « d'éléphant blanc » avant même de voir le jour¹¹⁰.

En somme le TGV apparaît bien, pour reprendre l'expression de Fouad Abdelmoumni, comme « un jouet que le Maroc n'a pas les moyens de se payer »¹¹¹. En tout cas et de toute évidence, un minimum de bon sens aurait conduit à une autre affectation de ressources¹¹²...

La dernière génération des « grands chantiers » n'est autre que celle des énergies renouvelables dans un pays qui reste dépendant à 95% des importations des combustibles fossiles. Si quelques projets avaient vu le jour au début du millénaire, c'est en 2009 que se met en place une nouvelle stratégie nationale de l'énergie, qui donne la priorité aux énergies renouvelables, et table en particulier sur les énergies solaire et éolienne, pour lesquelles le pays dispose d'indéniables atouts (300 jours d'ensoleillement par an et 9m/s en moyenne de vitesse des vents sur le littoral)¹¹³. A coups de construction d'imposantes centrales solaires et

---

¹⁰⁸ Association CAPDEMA, *Éléments sur le projet de Ligne à Grande Vitesse au Maroc*, Rapport coordonné par A. Damghi, Octobre 2011 (www.capdema.org).

¹⁰⁹ M. Mechbal, « Grands chantiers – Le TGV sifflera trois fois », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 18 décembre 2010; Ch. Le Bec, « France - Maroc : le TGV Tanger-Casablanca en sept points », Site *Jeune Afrique*, 22 septembre 2011 (<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2645p102-103.xml0/>); M. Ezzouak, « TGV – Le Maroc s'offre un cadeau empoisonné », Site *Yabiladi*, 29 septembre 2011 (www.yabiladi.com); E. Le Braz, « TGV – L'impossible débat », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 21 avril 2012.

¹¹⁰ J. Moustakbal, « TGV Casablanca-Tanger : encore un éléphant blanc à la marocaine ! », Site CADTM, 17 décembre 2010 (<http://www.cadtm.org/TGV-Casablanca-Tanger-encore-un>).

¹¹¹ X. Renard, « Maroc : Pour ou contre le TGV ? », *L'Express.fr*, 20 avril 2012 (www.lexpress.fr).

¹¹² Selon le Collectif « Stop TGV », avec les quelques 25 milliards de dirhams à consacrer au TGV, il est possible de construire, entre autres, 16000 km de routes rurales, 5000 écoles et 3000 collèges en milieu urbain, 52 centres hospitaliers, 6000 ha de zones industrielles...

¹¹³ Cf. Site *Maroc-énergies* : <http://www.maroc-energies.com>

éoliennes, mais en continuant aussi à construire de nouvelles centrales hydrauliques adossées à de nouveaux barrages, le Maroc compte disposer en 2020 d'une puissance électrique à base d'énergie renouvelable qui atteindrait 42% de la puissance totale installée alors (soit 6000 MW, répartis à raison d'un tiers pour chacune des sources en question). En 2016, 5 sites solaires et 10 sites éoliens sont réalisés ou en cours de réalisation¹¹⁴. On estime déjà que le pays dispose de la première centrale éolienne d'Afrique à Tarfaya et, lorsque le complexe solaire *Noor* à Ouarzazate sera achevé, ce sera le grand du genre dans le monde¹¹⁵. Du reste, à l'occasion de la COP21 fin 2015, au moment où le pays s'engageait à réduire de 13 % ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, il annonçait sa volonté de rehausser encore ses ambitions en matière de développement des énergies renouvelables, notamment en relevant l'objectif de 42% à 52% de la puissance électrique installée, mais à l'horizon 2030¹¹⁶.

4.2.2. « Eléphants blancs » et faible impact sur la croissance et l'emploi

Incontestablement, les « grands chantiers » sont donc un fait marquant du règne de Mohamed VI, constamment mis en avant pour signifier que le Maroc évolue rapidement, dans ses apparences mais aussi dans sa substance. Il reste tout de même à apprécier cette politique des « grands chantiers » au regard des réponses à apporter à des questions de simple bon sens : Quels critères de choix déterminent les décisions d'investissement en faveur de tel ou tel projet d'infrastructure? Quelle rationalité préside à l'affectation des ressources ? Quels sont les conditions d'efficacité et d'efficience des investissements en question ? Quels en sont les impacts socio-économiques, territoriaux, environnementaux et financiers ?

Il faut d'abord noter que, au-delà des « formes » qui ont évolué, les investissements d'infrastructure gardent, comme depuis cinquante ans, leur fonction majeure de « béquille du capital » destinés, à l'aide de fonds publics, à favoriser les conditions de sa rentabilisation. Cette fonction peut d'ailleurs être encore surdéterminée par l'obsession d'améliorer « l'attractivité du pays » pour attirer les investisseurs internationaux dont l'un des critères de choix d'implantation dans tel ou tel pays est la qualité de ses infrastructures, dans le cadre de développement de chaînes de valeur mondialisées. On peut certes douter de la qualité d'un tel argument quand on constate que l'évolution des « investissements directs étrangers » n'est guère, comme on le verra plus loin (cf. 5.3), à la hauteur des efforts fournis en matière d'infrastructures.

Mais c'est surtout au regard de considérations internes que les questions deviennent lancinantes. Certes toutes les infrastructures construites ne procèdent pas de mauvais choix. Le port Tanger-Med notamment est sans doute une réalisation qui a rapidement montré son intérêt. En revanche, on peut tout de même s'interroger sur la pertinence de construire tant d'autoroutes quand le réseau routier ordinaire reste limité et passablement en mauvais état, ou que plus de 30% des localités rurales restent quasiment enclavées ? D'autant plus que, au moment où des besoins bien palpables de la population restent non satisfaits, les autoroutes construites à grands frais demeurent largement sous-utilisées, faute de pouvoir d'achat pour payer les péages... On retrouve une problématique comparable à celle déjà évoquée dans le

---

¹¹⁴ Dossier Spécial Fête du Trône, « Les chantiers qui vont changer le visage économique du Maroc », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 29 juillet 2016.

¹¹⁵ J. Chaudier, « Énergie renouvelable - Maroc : le défi solaire de Ouarzazate », *Le Point Afrique*, 5 février 2016 (http://afrique.lepoint.fr/economie/energie-renouvelable-maroc-le-defi-solaire-de-ouarzazate-05-02-2016-2015747_2258.php)

¹¹⁶ N. Djama, « Comment le Maroc s'affiche à la COP21 », Site *Energie Maroc*, 4 décembre 2015 (<http://www.agenceecofin.com/energies-renouvelables/0112-34230-cop-21-le-maroc-eleve-la-barre-a-52-d-energies-renouvelables-en-2030>)

cas du transport ferroviaire avec le TGV. Mais au-delà du secteur du transport, comment ne pas être interpellé par ces méga-stations touristiques à l'arrêt ou en activité deux mois sur douze, ces grands aéroports où atterrissent une poignée d'avions par semaine, ces grands barrages remplis à 20% de leur capacité, ces ports de plaisance aux trois quarts vides, ces terrains de golf ouverts une semaine par an... On pourrait allonger cette liste de ce qu'il faut bien appeler « éléphants blancs », mais le point commun à tous est qu'ils sont décidés en dehors de toute rationalité économique et sociale, ne correspondant guère aux besoins réels d'une grande partie de la population, et que de ce fait, leur impact sur la production, l'emploi, les revenus, l'aménagement du territoire, est faible, quand il n'est pas néfaste, notamment lorsqu'il faut les apprécier en rapport avec leur coût d'opportunité, comme cela a déjà été évoqué plus haut (cf. 2.3).

Cette réalité est illustrée au niveau macro-économique par une récente étude du HCP qui a tenté d'expliquer comment, paradoxalement, le taux d'investissement au Maroc a sensiblement augmenté au cours des dix dernières années, mais n'a guère pour autant entraîné avec lui ni le taux de croissance ni les créations d'emplois. La réponse peut être résumée à travers un indicateur qui est le coefficient marginal du capital –appelé aussi ICOR¹¹⁷– qui exprime le rapport entre le taux d'investissement et le taux de croissance (plus ce ratio est élevé et plus l'impact du premier sur le second est faible, et inversement...). Or, sur les dix dernières années, ce ratio s'élève au Maroc à 7.2, contre 5.2 pour la Turquie, 4.2 pour le Chili, 3.5 pour la Malaisie, et 2.9 pour la Corée du Sud¹¹⁸. D'autres rapports officiels ont confirmé que « l'interaction entre l'investissement public et la croissance à long terme est très faible »¹¹⁹.

Si l'on ajoute à cela que ces « grands chantiers » sont financés dans une proportion relativement importante par des emprunts extérieurs, on comprend aisément que la faible rentabilité (fut-ce seulement financière) des investissements en question ne peut que nourrir les ingrédients d'une crise prochaine de la dette¹²⁰...

4.3. Les Accords de libre-échange, sont-ils dans l'intérêt du pays ?

Jusqu'aux années 90 du siècle dernier, le Maroc indépendant avait signé des accords dits d'association ou de coopération, principalement avec l'Union européenne qui est de loin son principal partenaire commercial, économique, politique... Mais en 1995, et comme nous l'avons déjà indiqué plus haut (cf. 3.3), dans le sillage de la signature de « l'Accord de Marrakech » qui avait vu naître l'Organisation mondiale du Commerce d'une part, et du « processus de Barcelone » d'autre part, le Maroc avait commencé par conclure un nouvel accord avec ses partenaires européens qui, pour la première fois et s'agissant des produits industriels, comportait la programmation sur une douzaine d'années d'une zone de libre-échange. Ce fut en fait le début d'une véritable boulimie libre-échangiste qui aboutit, en moins d'une dizaine d'années, à la signature d'accords de libre-échanges avec plus d'une cinquantaine de pays : Pays de la Ligue arabe (1998), Emirats Arabes Unis (1999), Association européenne de libre-échange (2000), Etats-Unis d'Amérique, Turquie et trio

¹¹⁷ *Incremental Capital Output Ratio.*

¹¹⁸ HCP, *Etude sur le rendement du capital physique au Maroc*, Rabat, Janvier 2016, Tableau 2, p.14.

¹¹⁹ P-R. Agénor et K. Aynaoui, *Maroc : Stratégie de croissance à l'horizon 2025 dans un environnement international en mutation*, OCP Policy Center, Rabat, 2014.

¹²⁰ A titre d'exemple, l'entreprise publique « Les Autoroutes du Maroc » est déjà surendettée, au point de susciter les plus vives inquiétudes de la Cour des comptes dans son dernier rapport annuel (2016), et que cette situation hypothèque sérieusement son programme d'investissement pour les prochaines années. Cf. H. Gharbaoui, « Autoroutes : Un modèle à bout de souffle », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 3 juin 2016.

Tunisie-Egypte-Jordanie (2004). Au total, le pays se trouve aujourd'hui en « accords de libre-échange » avec 56 pays, à une exception près tous situés en Europe et dans la zone du Maghreb et du Moyen-Orient. Les engagements pris ont été ou sont en cours d'être mis en œuvre exactement comme cela avait été prévu. En particulier, il faut noter que, après avoir appliqué à la lettre le calendrier de démantèlement tarifaire prévu, le Maroc est depuis le premier mars 2012 en zone de libre-échange avec l'Union européenne en ce qui concerne les échanges de produits industriels. Par ailleurs, des accords sectoriels spécifiques ont également été signés, comme c'est le cas de l'Accord agricole et de l'accord de pêche avec la même entité européenne.

Tout comme pour les plans sectoriels examinés plus haut, les accords de libre-échange sont l'apanage exclusif d'un cercle très restreint domicilié ou relié au Palais royal. Le gouvernement n'est guère impliqué en tant qu'institution mais un de ses membres, à titre individuel, lorsqu'il est personnellement dans le cercle de proximité du Palais, peut être associé à des pourparlers. Aucun accord n'a jamais fait l'objet d'un « mandat de négociation » préalablement discuté au Parlement, comme cela se fait dans la plupart des pays avec lesquels précisément le Maroc a signé les accords en question (à commencer par l'Union européenne et les Etats-Unis). Les parlementaires sont donc le plus souvent les derniers à être mis au courant du contenu des accords, juste lorsqu'il faut leur demander de les ratifier, à l'unanimité... La société civile et même la plupart des organisations professionnelles ne sont guère mieux loties.

Décidés très souvent plus pour des considérations politiques que fondées sur des réalités économiques et sociales, mal préparés et mal négociés, ces accords ont jusqu'à présent produit des effets néfastes, à commencer par des déficits commerciaux de plus en plus lourds et les conséquences qui en découlent pour plusieurs secteurs ou régions dans le pays. En moyenne le déficit de la balance commerciale atteint près de 21% du PIB au cours des cinq dernières années et la « contribution » des accords de libre-échange à ce déficit est de l'ordre d'un tiers. Conclut sans étude préalable du potentiel d'exportation du pays ni mise à niveau des secteurs productifs concernés, les accords en question profitent de toute évidence plus aux économies de nos partenaires qu'à la nôtre. Ils sont même devenus une véritable machine à produire des déficits en série ! De sorte que le commerce extérieur en est arrivé à « plomber » la croissance au lieu d'en être le moteur, comme la promesse en était faite lorsqu'il fallait plaider pour ce choix¹²¹. Dans son rapport de 2014 déjà cité, le Conseil économique, social et environnemental, après avoir mis en valeur les incohérences entre les politiques sectorielles et les accords de libre-échanges, conclut dans le style convenu qui est le sien mais qui n'en est pas moins limpide : « L'examen objectif de nombreux indicateurs montre que la conduite de cette politique d'ouverture économique mérite d'être revue, ajustée et améliorée, dans l'intérêt du pays. »¹²²

4.4. L'Initiative Nationale du Développement Humain : Une décennie pour si peu...

Dans le contexte tendu après les attentats terroristes du 16 mai 2003 à Casablanca, et alors que les travaux du *Rapport du Cinquantenaire* n'étaient pas encore tout à fait achevés, le Roi annonce dans un discours en date du 18 mai 2005 le lancement d'une *Initiative Nationale pour le Développement Humain* (INDH). Ce que très vite on commencera par appeler « le

---

¹²¹ Selon le Rapport du CESE cité plus haut, la contribution des exportations à la croissance au cours de la période 2005-2011 a été négative avec en moyenne -1.1 point de PIB (CESE, 2014, p.30). Les données du HCP confirment que cette contribution négative couvre les deux dernières décennies.

¹²² Cf. CESE, 2014, op. cit., p.28.

chantier du règne » et qualifier de « projet de société novateur » vise « la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale à travers la réalisation de projets d'appui aux infrastructures de base, projets de formation et de renforcement de capacités, d'animation sociale, culturelle et sportive ainsi que la promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois ». Dès le départ, l'INDH se voulait un chantier original, fondé sur « une nouvelle philosophie » et « une nouvelle gouvernance basée sur un design organisationnel spécifique, inclusif et participatif »¹²³.

Doté au départ d'une enveloppe de 10 milliards de dirhams sur 5 ans, le « chantier » a en fait connu deux phases et s'apprête en 2016 à en connaître une troisième. La première phase a couvert la période 2005-2010, et a mis en œuvre quatre programmes : Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain, le programme de lutte contre la précarité (notamment les jeunes sans abri, les enfants de rue, les personnes âgées démunies...), et le programme transversal, consacré aux communes non cibles. La deuxième phase, qui va de 2011 à 2015, a cherché à accélérer le régime de la première phase, relever le budget à 17 Milliards de dirhams, élargir le ciblage pour couvrir plus de communes et de quartiers, et ajouter un cinquième programme dédié à la mise à niveau territoriale. Selon le montage financier arrêté, le budget de l'Etat intervient à hauteur de 60%, les collectivités locales prenant en charge 20%, et le reste devant être financé par la coopération internationale.

Certes une telle « initiative » en soi est tout à fait louable, et il n'est pas question d'en critiquer l'intention ni le contenu quand il atteint l'objectif visé. Tout ce qui peut contribuer à la lutte contre la pauvreté est à saluer. En tant que politique publique cependant, il faut tout de même en apprécier les tenants et aboutissants, fut-ce simplement pour en améliorer l'impact social et humain.

Dès le départ, les projets de l'INDH ont bénéficié d'une médiatisation massive et de campagnes de communication intenses, d'autant plus que les cérémonies de leur lancement et leur inauguration étaient systématiquement présidées par le Roi en personne. Au demeurant, cette présence quotidienne du Souverain, inaugurant tel centre de santé ou telle *Dar Attaliba*, ou donnant le coup d'envoi à tel coopérative artisanale de femmes, ou même seulement distribuant des repas aux indigents en plein mois de *Ramadan*, tout cela a fini par donner l'impression qu'il devenait l'acteur quasi-unique de l'action sociale, le gouvernement étant par conséquent pratiquement marginalisé sur un terrain particulièrement sensible¹²⁴...

Cependant, au fur et à mesure que l'expérience se déroulait, les premiers rapports de terrain « remontaient » et la presse se faisait l'écho des premiers témoignages des acteurs concernés. Les uns déploraient l'omnipotence des *Walis*, *Caïds* et autres agents d'autorités sur l'ensemble du processus d'élaboration et de réalisation des projets, les autres qualifiaient de « fictive » la participation de la population à des projets qui de toute façon ne répondent pas toujours à ses besoins prioritaires, les autres encore dénonçaient la bureaucratie, le clientélisme, le gaspillage de ressources et une « politique de saupoudrage » qui n'a pour but

---

¹²³ Cf. Site de l'INDH : <http://www.indh.gov.ma/index.php/fr/presentation>.

¹²⁴ T. Chadi, « INDH : tout reste à faire », *Le Journal hebdo*, Casablanca, 17 mai 2008. Notons que cette marginalisation de l'action gouvernementale ne manque pas de susciter quelquefois une certaine irritation... C'est ainsi que lors d'un débat public organisé à Rabat en 2014, le ministre de l'équipement a reproché au Président de l'ONDH (Observatoire National du Développement Humain) de ne parler que de l'INDH et d'ignorer les projets tout autant sociaux et humains que réalisent les différents départements ministériels... Cf. Y. Meskine, « Les dysfonctionnements de l'INDH limitent les résultats qui en sont attendus », *Akhbar Al Yaoum*, 21 mai 2014.

que de « calmer un peu le jeu et éviter que la situation explose »¹²⁵. Quant au tissu associatif qui est censé être la cheville ouvrière des projets, il aurait démesurément enflé en très peu de temps avec la création plus ou moins artificiellement de multiples associations « aux ordres » principalement intéressées par la manne des projets, cependant que les « autres », qui tenaient à préserver leur autonomie et refusaient d'être « domestiquées », étaient écartées, ou du moins laissées à la marge¹²⁶...

A partir de 2012, ce sont des études académiques et des rapports officiels qui ont commencé à être publiés, et se sont révélés globalement convergents vers quelques conclusions fortes. L'étude menée dans le cadre du Centre Jacques Berque confirme le phénomène d'instrumentalisation des associations, et va même plus loin en expliquant comment celles-ci, « domestiquées » pour une grande part¹²⁷, deviennent « un instrument de cooptation et de dépolitisation de la société civile »¹²⁸.

Les rapports d'organismes tels l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH), l'Inspection Général de l'Administration Territoriale (IGAT) ou encore le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) n'ont pas eu la prétention de procéder à des évaluations rigoureuses de l'impact des projets de l'INDH, mais ont néanmoins pu mettre le doigt sur des dysfonctionnements variés et lourds de conséquence. Le rapport de l'ONDH¹²⁹ a notamment mis en évidence l'extraordinaire concentration des projets sur l'agglomération Rabat-Salé alors que la mission première de l'INDH est tout de même d'aller traquer la pauvreté dans les régions éloignées et défavorisées, en particulier en milieu rural¹³⁰. Ce rapport a également montré que, contrairement aux attentes, du point de vue de la distribution des revenus, les programmes ont plus bénéficié aux ménages de la classe moyenne qu'à ceux parmi les plus pauvres. En milieu rural, le rapport reconnaît clairement que l'INDH « n'a pas eu d'effet probant ni sur la santé infantile, ni sur la scolarité des enfants », deux principales dimensions du développement humain précisément... Le rapport de l'IGAT a mis la lumière sur le financement de projets non éligibles, sur des cas de conflits d'intérêts, des projets payés et non réalisés¹³¹...

Le rapport du CESE a tenté de synthétiser les rapports précédents. Sans revenir sur les aspects déjà évoqués, on peut noter le jugement encore plus péremptoire sur les « Comités locaux du

---

¹²⁵ A. Amilhau, « Au Royaume du marketing social », *Le Journal hebdo*, Casablanca, 4 octobre 2008 ; Cf. également l'entretien avec un ancien cadre du Ministère de l'Intérieur qui a témoigné « de l'intérieur » : M. Aboulmaali, Entretien, In Dossier : « 12 millions de marocains ont besoin de l'intervention de l'Etat : Est-ce que la pauvreté nous a vaincus ? », *Akhbar Al Yaoum*, 8-9 août 2015, pp.9-12.

¹²⁶ A. Amilhau, « Au Royaume du marketing social », op. cit.; B. Khalid et A. Saïdi, « INDH : L'échec du relais associatif », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 27 mars 2007.

¹²⁷ Selon une enquête du HCP réalisée en 2007, 40% des Associations recensées avaient été créées depuis le lancement de l'INDH en 2005 (Cf. <http://www.hcp.ma/file/129275>).

¹²⁸ Selon les chercheurs du CJB, l'intégration des jeunes et des femmes dans les projets de l'INDH a eu pour conséquence de les écarter des partis et de l'action politique... Cf. M. El Mnasfi, *les effets de la participation citoyenne dans les projets urbains au Maroc : le cas de l'INDH en milieu urbain*, Etudes et Essais du Centre Jacques Berque, n°17, Rabat ; J. Crétois et A. Bennani, « Quand l'INDH tue l'initiative », *TelQuel*, Hebdomadaire, Casablanca, 8 novembre 2013.

¹²⁹ ONDH, *Evaluation des réalisations de la première phase de l'INDH (2005-2010) et leurs effets sur les populations cibles*, Synthèse, avril 2013 ; Voir aussi « Le bilan accablant de l'INDH », In : A. Berrada, *Les finances publiques au Maroc : Quelques éléments d'analyse*, Cahiers Libres, Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales, n°4, mai-juin 2016, pp. 206-219.

¹³⁰ De surcroît, la ville de Rabat s'accapare la première place avec 233 MDH pour 25 projets à peine, soit près de 10 MDH par projet ! Cf. Y. Meskine, Les dysfonctionnements de l'INDH... op. cit.

¹³¹ D. Al Andaloussi, « Une initiative qui interpelle les responsables sur le manque de convergence », *Challenge*, 23 mai 2014.

développement humain », qui « n'ont aucun pouvoir décisionnel », la participation qui « n'a pas encore atteint un niveau satisfaisant », « la pérennité de beaucoup de projets [est] fragile voire compromise ». En somme, pour le CESE, « l'INDH reste à ce jour un programme additionnel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, géré par le Ministère de l'Intérieur, évoluant en dehors des autres politiques sociales sectorielles, disposant de financements relativement modestes pour prétendre à un impact fort sur le développement humain »¹³².

A l'occasion du dixième anniversaire de l'INDH, le bilan que le Ministre délégué à l'Intérieur allait dresser était naturellement mirobolant : 38341 projets dont 80% sont réalisés et 20% en cours de réalisation au profit de 9.7 millions de personnes, dont 50% en milieu rural ; Un budget atteignant 29.1 milliards entre 2005 et 2015 auquel l'INDH a contribué à hauteur de 17.5 milliards; L'ensemble a été réalisé en association avec près de 13000 associations et coopératives, et 18000 « acteurs » dont 5000 acteurs dédiés au soutien. Tout en reconnaissant qu'il n'a pas procédé à une évaluation précise, le Département de l'Intérieur affirme que l'INDH a atteint ses objectifs¹³³...

Et puis deux mois plus tard, arrive le discours du Trône dans lequel le Roi semble non seulement prendre le contre-pied de ce bilan lénifiant, mais surtout prendre acte de ce qui reste à faire, après une décennie de mise en œuvre de l'INDH. En effet, le Souverain n'hésite guère à « se désoler » pour « cette situation de précarité que vivent certains de nos concitoyens dans les régions éloignées et enclavées, surtout sur les sommets de l'Atlas et du Rif, les zones sahariennes arides et les oasis, ainsi que certains villages dans les plaines et sur les côtes ». Il annonce avoir ordonné au Ministère de l'Intérieur de mener « une étude de terrain globale, pour cerner les besoins de chaque *Douar* et de chaque région, en termes d'infrastructures et de services sociaux de base, tant dans les domaines de l'enseignement et de la santé, qu'en ce qui concerne l'eau, l'électricité, les routes rurales, etc. ». Cette étude « a permis d'identifier plus de 29 mille Douars, dans 1272 communes, souffrant d'un tel déficit ». Et d'ordonner le lancement d'un nouveau chantier concernant pas moins de « 20 800 projets, dédiés à plus de 12 millions de citoyens, vivant dans plus de 24 mille *Douars*, avec un budget global de 50 milliards de dirhams environ »¹³⁴.

Ainsi, de la plus haute autorité de l'Etat, on apprenait qu'une décennie d'INDH n'avait pas réussi à sortir 12 millions de marocains de situations de « déficits flagrants » et de dénuement caractérisé, touchant leurs conditions de vie les plus élémentaires : revenu, santé, éducation, hygiène, transport... On comprend aussi que dans le classement de l'Indicateur du Développement Humain publié par le PNUD et relatif à la même année 2015, avec un indice de 0.628, le Maroc soit encore relégué au 126^{ème} rang sur 188 pays, soit au bas de l'échelle des pays à niveau de développement humain moyen¹³⁵...

Il reste donc à présent à tenter une synthèse des résultats d'un demi-siècle de politiques économiques dont on n'a cessé de montrer l'ancrage dans l'économie politique. On essaiera enfin, en guise de conclusion, d'en apporter les raisons, lesquelles, très logiquement, sont à puiser dans les fondements du système politique.

---

¹³² Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE, 2013). *Initiative Nationale pour le Développement Humain : Analyse et recommandations – Avis, Saisine n° 2 / 2013*, pp. 7-9.

¹³³ Faute d'un document officiel et conséquent, il a fallu se contenter de communiqués de presse relayés par cette dernière : cf. *La vie éco*, hebdomadaire, Casablanca, 22 mai 2015 ; *Akhbar Al Yaoum*, quotidien, Casablanca, 19 mai 2015.

¹³⁴ <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/texte-integral-du-discours-royal-loccasion-du-16eme-anniversaire-de-la-fete-du-trone>.

¹³⁵ http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_overview_-_fr.pdf

V. Un bilan globalement négatif...

L'objet ici n'est pas de procéder à l'établissement d'un bilan exhaustif des résultats obtenus et de l'état de l'économie marocaine aujourd'hui (une autre étude serait nécessaire pour cela)¹³⁶, mais seulement de se contenter de quelques indicateurs significatifs qui devraient nous permettre de la « situer », dans le monde et par rapport à elle-même, en statique et dans sa dynamique historique.

Nous commencerons cependant par citer le Chef de l'Etat lui-même qui, dans ses discours les plus solennels au cours des dernières années, a soulevé des questions tout à fait essentielles quant à la pertinence des choix effectués et la répartition de la richesse produite par les marocains tout au long des dernières décennies.

5.1. Quand le Roi s'interroge : « Nos choix sont-ils judicieux ? »

Au-delà des politiques publiques spécifiques, c'est le modèle de développement dans son ensemble qui a été, au cours des dernières années, questionné par les plus hautes autorités de l'Etat. C'est ainsi que dans son discours du Trône du 30 juillet 2014¹³⁷, le Roi a soulevé les questions et fait les constats que tout un chacun se fait : « Nos choix sont-ils judicieux ? » s'est-il interrogé. Et de poursuivre : « Quelles sont les actions à accélérer, rectifier ou réajuster? Quels sont les chantiers et les réformes à mettre en route ? (...) Est-ce que les réalisations et les manifestations de progrès que nous observons ont eu l'impact direct escompté sur les conditions de vie des Marocains ? Est-ce que le citoyen marocain, quelle que soit sa situation matérielle ou sociale, et où qu'il se trouve, dans le village et dans la ville, sent une amélioration concrète dans son vécu quotidien, grâce à ces chantiers et à ces réformes ? ». Prenant acte des études « qui mettent en évidence l'évolution de la richesse du Maroc », le souverain ajoute : « Je M'interroge, avec les Marocains, non sans étonnement : Où est cette richesse ? Est-ce que tous les Marocains en ont profité, ou seulement quelques catégories ? La réponse à ces interrogations n'exige pas d'analyses approfondies. Et si le Maroc a connu des avancées tangibles, la réalité confirme que cette richesse ne profite pas à tous les citoyens. En effet, Je relève, lors de Mes tournées d'information, certaines manifestations de pauvreté et de précarité, comme Je note l'ampleur des disparités sociales entre les Marocains. »

Questions lourdes de sens et de conséquences qui comportent en fait en elles-mêmes leurs propres réponses... Un constat qui raisonne et résume une sorte de bilan autocritique à la fois courageux et accablant. Etabli après 15 ans de règne de Mohammed VI et un demi-siècle de « monarchie exécutive », il est en tout cas assez probant pour nécessiter plus de commentaires.

---

¹³⁶ Au demeurant, nous avons depuis plusieurs années et à différentes occasions au cours de chaque année l'opportunité de procéder à cette analyse de l'état et des perspectives de l'économie marocaine, notamment dans le cadre des *Universités Citoyennes* du Groupe HEM d'une part et de l'Association Marocaine de Sciences Economiques d'autre part. Parmi les conférences effectuées au cours de l'année 2016, matérialisées par des documents ppt rendus publics, cf. *L'économie marocaine, entre la rente et l'émergence*, Université Citoyenne, HEM, Oujda, 23 janvier 2016 ; *Où va l'économie marocaine*, 2^{ème} Forum de l'Association Marocaine de Sciences Economiques, Rabat, 4 juin 2016.

¹³⁷ Discours du Trône, 30 juillet 2014 : <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/discours-de-sm-le-roi-la-nation-loccasion-de-la-fete-du-trone> .

5.2. Où en est l'économie marocaine aujourd'hui ?

Soixante ans après l'indépendance du pays, l'économie marocaine présente les traits d'une économie qui n'est ni développée, ni même seulement émergente. Avec un PIB d'une centaine de milliards de dollars en 2015, le Maroc « pèse » moins de 0.14% du PIB mondial, et quatre fois moins que le PIB de la Thaïlande qui était pourtant très proche de celui de notre pays, en 1960... Par tête d'habitant, le PIB du Maroc atteint en 2015 à peine 2873 dollars, soit près de dix fois moins que celui de la Corée du Sud dont ce même indicateur était pourtant légèrement inférieur à celui de notre pays, en 1960... Au demeurant, un tel niveau place le Maroc au 152ème rang (sur 216 classés), dans la catégorie des pays « à revenu intermédiaire, tranche inférieure »¹³⁸.

De taille modeste, l'économie marocaine présente encore un profil de croissance à la fois faible et instable. Tout au long des cinquante dernières années, le taux de croissance moyen est resté contenu dans une limite de 4.5%¹³⁹ et surtout, son évolution demeure volatile, rythmée par les variations du PIB agricole, à son tour déterminé par les aléas climatiques dans un pays où ces derniers restent prégnants.

Les structures de l'économie apparaissent en revanche étrangement « stables », voire stagnantes, dissimulant quelquefois des évolutions régressives. En dépit de sa variabilité, la valeur ajoutée agricole évolue à quelques points en plus ou en moins de 15% du PIB, et ce depuis un quart de siècle au moins... Le secteur secondaire maintient tant bien que mal une part de l'ordre de 30%, mais surtout grâce à sa composante non manufacturière, puisque l'industrie de transformation a pour sa part perdu 4 à 5 points de PIB au cours des 20 dernières années, se situant à peu près au même niveau que l'agriculture (une « désindustrialisation » dans un pays encore peu industrialisé...). Il reste le « tertiaire » qui a gagné les 5 à 6 points « perdus » par les autres secteurs, pour s'élever à plus de 55% du PIB, mais secteur dont on sait que dans des économies comparables à celle du Maroc, il témoigne moins du développement que, d'une part de l'importance de la production non marchande des Administrations publiques, et d'autre part de la persistance de phénomènes d'excroissance d'activités hétéroclites, plus ou moins informelles, précaires, peu productives et faiblement rémunératrices... Au-delà des structures sectorielles de l'économie, les études anciennes comme les plus récentes s'accordent à reconnaître un certain nombre de problèmes persistants : faible productivité des facteurs, faibles taux de valeur ajoutée, faibles articulations intersectorielles, faibles impacts sur l'emploi, mauvaise allocation des ressources, dépendances alimentaire, énergétique et technologique, modèle de financement générateur d'endettement¹⁴⁰...

Au regard du développement humain, l'indicateur du PNUD portant le même nom et dont il a déjà été question plus haut, continue de situer le Maroc à un rang peu favorable : Avec un indice de 0.628, il est 126ème sur 188 pays classés, parmi les pays dits à « développement

---

¹³⁸ En 2015, le PIB mondial a été estimé à 73502 milliards de dollars courants. En 1960, le PIB de la Thaïlande était estimé à 2.8 milliards de dollars quand celui du Maroc atteignait 2 milliards. Le PIB par tête de la Corée du Sud en 1960 atteignait 156 dollars quand celui du Maroc atteignait au cours de la même année 165 dollars. Cf. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

¹³⁹ Calculé à partir des données relatives à l'évolution du PIB en dollars déflatés, 1960-2015. Cf. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

¹⁴⁰ On peut ici se contenter de rappeler le *Rapport du Cinquantenaire* dans sa composante économique (Cf. Groupe thématique *Croissance économique et développement humain*, 2005, op.cit), et le dernier rapport de la Banque Africaine de Développement (Cf. *Diagnostic de croissance du Maroc – Analyse des contraintes à une croissance large et inclusive*, 2015).

humain moyen »¹⁴¹. A l'exception de la Mauritanie et de deux pays arabes en guerre (Syrie et Yemen), le Maroc est le plus mal classé parmi les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Economie de taille modeste, croissance faible et volatile, structures productives évoluant peu et mal, développement humain médiocre... Si l'on ajoute à cela les multiples classements, très souvent peu élogieux, d'Institutions internationales non gouvernementales spécialisés dans différents domaines politiques, économiques et sociaux¹⁴², on comprend que, au regard des principaux indicateurs de l'émergence, le Maroc soit considéré loin du compte¹⁴³... En 2006, l'Agence française de développement concluait son rapport sur le Maroc en estimant que « il est peu probable que le Maroc puisse prendre à moyen terme le statut d'économie émergente ». Dix ans plus tard, en 2015, c'est la COFACE qui, dans son rapport relatif au Maroc, exclut ce dernier encore des dix pays identifiés « nouveaux émergents »¹⁴⁴. Une étude réalisée en 2010 dans le cadre du Conseil d'analyse économique de la Fondation Abderrahim Bouabid avait permis d'aboutir entre autres à la conclusion suivante : Pour atteindre des niveaux de PIB par habitant comparables à ceux des pays émergents, soit entre 12.000 et 18000 dollars, le Maroc doit soutenir une croissance annuelle moyenne comprise entre 7.5 et 9.7% pendant 20 ans¹⁴⁵... Autant dire le double du rythme de croissance observé au cours des 20 dernières années.

5.3. Des choix infructueux et des paris perdus

Nous avons, au début de ce texte, tenu à clarifier les choix stratégiques ayant fondé le « modèle de développement » marocain au cours du dernier demi-siècle : un double choix qui est également un double pari, sur l'économie de marché et la capacité du secteur privé à être la locomotive du développement d'une part, et sur le marché mondial et les exportations capables de « tirer » la croissance vers le haut d'autre part. Au service de ces choix stratégiques majeurs, des ressources ont été affectées, des moyens ont été mobilisés et des politiques publiques ont été déployées au cours des cinq dernières décennies et dont nous avons essayé de relater les grandes lignes tout au long de ce texte.

Après une expérience aussi longue, est-il possible de jeter un regard objectif sur les résultats obtenus, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent ?

Encore une fois, l'espace manque ici pour procéder à une analyse détaillée des résultats en question. On se contentera donc d'aller à l'essentiel en soulignant des faits difficilement contestables parce que « visibles » à l'œil nu de tout un chacun, et parce que leur force démonstrative réside précisément dans leur caractère paradoxal. En effet, au regard des choix

---

¹⁴¹ Programme des Nations-Unis pour le Développement, *Rapport sur le développement humain 2015 – Le travail au service du développement humain*, PNUD, New York, 2015, p.30.

¹⁴² Voir par exemple Le *Democracy Index* de *The Economist*, ou *The economic Freedom* de *Frazer Institute*, ou encore l'Indice de liberté économique de la *Heritage Foundation*...

¹⁴³ N. Akesbi, L'économie marocaine est-elle apte à l'émergence ? Communication au 9^{ème} Congrès de l'Association Marocaine de Sciences Economiques, Document ppt, Rabat, 12 juin 2015.

¹⁴⁴ Ces dix pays sont les suivants : la Colombie et le Pérou en Amérique latine, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka et le Bangladesh en Asie et le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, et l'Éthiopie en Afrique. Cf. COFACE, Maroc : Le pari de l'émergence, Les publications économiques de la COFACE, mai 2015, p.3.

¹⁴⁵ Fondation Abderrahim Bouabid, *Le Maroc a-t-il une stratégie de développement économique ? Quelques éléments de réflexion pour un véritable décollage économique et social*, Cercle d'Analyse Economique, Salé, Juin 2010 (<http://www.coface.com/fr/Actualites-Publications/Publications/Maroc-le-pari-de-l-emergence>).

faits et des paris pris, le moins qu'on puisse dire est que les résultats obtenus croulent sous les paradoxes...

On voulait une économie de marché ? Qui peut aujourd'hui contester le fait que l'économie marocaine reste plutôt gangrénée par la rente ? C'est la rente, ou l'entente - et non la concurrence, qui restent prédominantes dans de trop nombreux secteurs clés de l'économie: Agréments, autorisations et autres passe-droits dans les secteurs du transport des personnes, des marchés de gros des fruits et légumes, des abattoirs publics, de la pêche hauturière, de l'exploitation des carrières de sables, des sources d'eaux minérales, d'espaces forestiers divers...; Cessions ou concessions sans transparence ni appel d'offres des terres agricoles récupérées auprès des anciens colons, d'espaces fonciers urbains relevant des « domaines » de l'Etat, des services publics de transport en commun, de distribution d'eau, d'électricité, et de l'assainissement des eaux usées mis en gestion déléguée dans de grandes agglomérations urbaines ; Monopoles ou oligopoles dans les filières de production du sucre, de l'huile de graine alimentaire, des engrais, de la commercialisation des semences, des activités bancaires et des assurances, des télécommunications, de l'importation et de la distribution des produits pétroliers, des énergies renouvelables... Une analyse plus fine permettrait certes de préciser les faits et en même temps d'élargir encore cette liste, mais l'objet ici est seulement de montrer que, aujourd'hui encore, l'économie marocaine reste pour une grande part éloignée de cette « économie de marché » promise, régie par une concurrence saine et loyale, du moins telle que définie par la loi sur la liberté des prix et de la concurrence, notamment au niveau des ententes anticoncurrentielles et de l'abus de positions dominantes¹⁴⁶...

On voulait un secteur privé, fort et dynamique, capable d'être le promoteur de la croissance ? Un secteur privé qui soit le principal investisseur, capable de créer les emplois nécessaires à l'absorption du chômage, et distribuer les revenus à même de relever le niveau de vie de la population ? Les faits et les statistiques montrent que le principal investisseur dans le pays aujourd'hui encore n'est pas le secteur privé mais l'Etat et son imposant secteur public. Depuis 2010 au moins, ces derniers sont en moyenne responsables des deux tiers de la formation brute de capital fixe, le secteur privé (y compris étranger), n'étant à l'origine que d'un tiers au plus¹⁴⁷. Après un demi-siècle de soutien et d'encouragement du secteur privé, il est clair qu'on aurait été en droit d'obtenir un résultat différent... Le problème ne s'arrête pas à cette « anomalie », mais s'étend à la qualité et à l'impact des investissements en question. En effet, étant plus déterminé par des considérations politiques qu'économiques, l'investissement public s'avère faiblement générateur de croissance et d'emplois, comme on l'a déjà vu plus haut (Cf. 4.2.2)¹⁴⁸. De plus, financé dans une proportion relativement importante par des emprunts externes, il contribue à aggraver l'endettement du pays et accentuer ses difficultés financières, surtout lorsque les projets réalisés ne produisent guère assez de ressources pour rembourser les emprunts contractés...

---

¹⁴⁶ On peut noter que le Maroc est doté depuis 2014 d'une nouvelle loi sur la liberté des prix et de la concurrence et d'une autre relative au Conseil de la concurrence (Dahirs n° 104-12 et 20-13, du 30 juin 2014, BO n° 6280 du 7 août 2014), laquelle accorde plus de pouvoirs à ce dernier. Cependant, faute de décret d'application et de nomination des nouveaux membres du Conseil, celui-ci ne fonctionne plus depuis octobre 2014.

¹⁴⁷ Entre 2010 et 2015, sur la base d'un taux de formation brute de capital fixe moyen de 31.9%, la part « publique » (Budget de l'Etat, Etablissements publics et collectivités locales) atteint 20.7%, soit 64.9%. Cf. Statistiques du HCP et du Ministère des Finances.

¹⁴⁸ Selon Agénor et Aynaoui (2014, op. cit., p.52) , la dégradation de l'ICOR global constatée « semble refléter très largement l'évolution de la composante publique ».

On voulait une économie fortement intégrée à la « division internationale du travail » avec des capacités d'exportation telles que le rythme de croissance en serait d'autant accru ? Force est de constater que si l'économie marocaine s'est en effet considérablement ouverte sur l'économie mondiale, son « intégration » s'est plus effectuée par les importations que par les exportations ou par les flux de capitaux et d'investissements directs. Entre les cinq premières années de la décennie 1990 (1990-1994) et les cinq dernières années (2011-2015), le taux moyen d'ouverture de l'économie marocaine a augmenté de 52.1 à 81.2%, mais cet accroissement est dû presque aux deux tiers à celui des importations plutôt qu'à celui des exportations, de sorte que le « taux de pénétration » de l'économie a grimpé de 27.3 à 41.5% entre les deux périodes considérées, indiquant par là que désormais, plus de 4 produits consommés au Maroc sur dix proviennent de l'étranger¹⁴⁹. Le résultat est que le déficit de la balance commerciale globale n'a pas seulement persisté depuis la seconde moitié des années soixante-dix, mais s'est même dangereusement aggravé, atteignant en moyenne 20.9% du PIB entre 2011 et 2015, contre 8.5% vingt ans plutôt. Cependant que la part du Maroc sur le marché mondial stagne autour de 0.11% depuis le début des années 2000¹⁵⁰. Enfin, et surtout, il reste à souligner cette vérité saillante révélée par les comptes nationaux : Tout au long des 20 dernières années, et à seulement quelques exceptions près, la « contribution » du solde du commerce extérieur à la croissance du PIB a été négative¹⁵¹. C'est dire et répéter combien, au lieu de promouvoir la croissance, le commerce extérieur a plutôt fini par plomber celle-ci.

Les autres sources de revenus de la balance des paiements, s'ils restent naturellement positifs, demeurent bien loin de répondre aux espoirs mis en elles. La situation du tourisme a déjà été évoquée plus haut (cf. 4.1.2), et il ne nous reste ici qu'à en illustrer la stagnation, voire le recul en termes macro-économiques. En effet, rapportées au PIB, les recettes du tourisme n'ont cessé de baisser depuis 2007, lorsqu'elles avaient atteint 9.1%, et pour atteindre à peine 6% en 2015¹⁵². Les transferts des « Résidents marocains à l'étranger » pour leur part sont en 2015 également en recul par rapport à 2007 (6.3% contre 8.5% du PIB), mais surtout, il faut noter qu'en moyenne, entre 2011 et 2015, ils ont à peine retrouvé le niveau atteint au début de la décennie 90¹⁵³... Quant aux Investissements directs étrangers, ils stagnent entre 3 et 4 milliards de dollars depuis de longues années, ce qui signifie qu'au regard du PIB, leur part a elle aussi baissé depuis 2007, passant de 5.9% à 4.5% en 2010, puis à 4% en 2015¹⁵⁴. Notons tout de même pour les relativiser encore au niveau mondial que ces flux arrivant au Maroc représentent moins de 1% de ceux réalisés dans les pays en développement¹⁵⁵.

---

¹⁴⁹ Le taux d'ouverture est égal au total des importations et des exportations rapporté au PIB nominal. Le taux de pénétration est égal aux importations des biens et services rapportées à la demande intérieure. Cf. Ministère de l'économie et des finances : Tableau de bord des indicateurs macroéconomiques, mai 2015 (MEF, 2015c, pp. 27 et 37) ; Tableau de bord des principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux, janvier 2016 (MEF, 2016c, p.5) ; Projet de loi de finances 2017, Rapport économique et financier (MEF, 2016e, p. 154).

¹⁵⁰ Alors que des pays tels l'Inde, la Turquie ou encore l'Égypte ont leurs parts au cours de la même période sensiblement augmenter : respectivement de 0,7% à 1,7%, de 0,4% à 0,8% et de 0,08% à 0,15%. Cf. MEF, 2015a, p.19.

¹⁵¹ Entre 1995 et 2013, la contribution moyenne du solde du commerce extérieur s'est élevée à -1.94% (Cf. MEF, 2015c, p.27).

¹⁵² Cf. MEF, 2016c, p.5, et BAM, 2015, pp.73-76.

¹⁵³ Entre 2011 et 2015, le taux moyen s'est situé à 6.6%, contre 6.1% entre 1990 et 1994. Cf. MEF, 2016c, p.5, et BAM, 2015, pp.73-76.

¹⁵⁴ Cf. MEF, 2016c, p.5, et BAM, 2015, p.76.

¹⁵⁵ En 2015, cela a représenté moins de 0.5% des investissements directs réalisés dans les pays en développement... Cf. CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2015*, Nations Unies, New York et Genève, 2016.

Enfin, « la sanction » de tant de revers et de déficits se cristallise à nouveau dans un endettement public qui, après avoir baissé au cours des années 90 et au début des années 2000, retrouve sa pente ascendante et l'emprunte avec une vigueur telle qu'on ne peut éviter de repenser à des périodes de triste mémoire de l'histoire du pays... Entre 2007 et 2015, la dette du Trésor a été multipliée par presque deux et la dette publique par 2,5. En proportion du PIB et au cours de la même période, la dette publique s'est alourdie de plus de 20 points de pourcentage, dépassant actuellement le niveau de 80%, soit quelques points seulement en dessous de celui atteint au début des années 1990¹⁵⁶, lorsque le pays peinait encore à sortir de sa crise de la dette des années 80 et des programmes d'ajustement structurel qui en étaient la conséquence...

VI. En guise de conclusion : Pourquoi le système politique demeure le principal obstacle au développement économique du pays

Au terme de ce travail rétrospectif sur l'expérience de développement au Maroc postcolonial, certaines des questions soulevées en introduction ont reçu quelques éléments de réponse, mais d'autres attendent d'en avoir davantage. En particulier celles-ci : Pourquoi, plus d'un demi-siècle après l'indépendance du pays, l'économie marocaine continue de « végéter » dans une sorte d'équilibre sub-optimal, avec des taux de croissance trop faibles et trop instables pour améliorer significativement le niveau de vie de la population ? Pourquoi les inégalités sociales et territoriales demeurent-elles aussi grandes ? Pourquoi les stratégies, les plans et les programmes se succèdent depuis cinquante ans sans jamais réussir à atteindre leurs objectifs proclamés ? Pourquoi cet entêtement à perpétuer les mêmes choix qui ont conduit aux mêmes échecs ? Comment les mêmes causes ont-elles obstinément produit les mêmes effets ? Comment l'économie s'est-il articulé au politique pour aboutir à cet état de fait d'une économie dont « l'émergence » tarde tant à venir ? En somme, quelle est la responsabilité du système politique dans le mal-développement du pays ?

La réponse à ces questions lancinantes réside principalement dans les tares du système de prise de décision en vigueur dans le pays depuis plus de cinq décennies. Autrement dit, elle est au cœur du système politique qui est celui d'une monarchie où le roi règne et surtout gouverne, disposant d'un pouvoir de décision quasi-absolu dans tous les domaines de la vie publique, à commencer par celles qui concernent la vie économique et sociale. Parce qu'il est autocratique, ce système est devenu inefficace, contreproductif, et pour ainsi dire l'obstacle majeur au développement du pays.

6.1. Légitimité + Responsabilité + Redevabilité = Efficacité

Le système de démocratie représentative, à l'échelle d'une organisation comme à celle d'un pays, est fondé sur une trilogie qui a fait ses preuves : Ce sont les urnes qui donnent sa légitimité au pouvoir exécutif, lequel met en œuvre son programme en étant pleinement responsable, et en rend compte à l'issue de son mandat, devant les électeurs qui l'ont élu. Ce système a certes été adopté parce qu'il est « démocratique » mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'il est efficace, ou du moins source d'efficacité. Pour les quatre raisons suivantes :

1. Un programme a d'autant plus de chances de susciter l'adhésion et mobiliser les énergies qu'il émane des besoins de la « base » et ambitionne de répondre à sa demande et à ses priorités ;

---

¹⁵⁶ Selon Bank Al Maghrib, la dette publique aurait atteint 80.4% du PIB à fin 2015 (BAM, 2015, p.65), contre 59.6% en 2007 (MEF, 2016c, p.6).

2. Une direction est d'autant mieux reconnue et fondée à gouverner qu'elle a été légitimée par le vote d'une majorité, sur la base d'un « contrat » formalisé à travers un « programme » ;
3. Elle est aussi d'autant en mesure de mettre en œuvre son programme qu'elle en est pleinement responsable et dispose pour cela de tout le pouvoir de décision nécessaire, même si elle gagne naturellement à exercer ce pouvoir dans un cadre ouvert et participatif ;
4. Elle est enfin d'autant incitée à tout faire pour tenir ses engagements et réussir son mandat qu'elle sait qu'elle est comptable de sa gestion, qu'elle sera régulièrement évaluée et contrôlée, qu'au terme de ce mandat, elle devra rendre compte à celles et à ceux qui l'ont élue, desquels dépend son éventuelle réélection...

Légitimité, responsabilité, redevabilité : voilà les trois mots-clés qui fondent l'organisation et les rapports de pouvoir et de décision, parce qu'ils sont considérés les facteurs déterminants de l'efficacité, celle-ci étant avant tout mesurée par la capacité à atteindre les objectifs arrêtés dans les programmes. Or, c'est ce « tiercé gagnant » -parce que vertueux- qui fait encore défaut dans le système politique marocain.

Au Maroc, et au-delà des programmes des partis politiques qui ne vivent en réalité que le temps que durent les campagnes électorales, le programme dont chacun peut constater la mise en œuvre au quotidien n'est autre que celui du Palais¹⁵⁷. Or, le « programme royal » n'a jamais été soumis au débat public et encore moins à une légitimation démocratique. Il est le programme du pays parce qu'il est le programme du Roi. Pour rester dans le domaine de l'économie et comme on l'a déjà assez souligné plus haut, les « grands chantiers » comme les plans sectoriels, les Accords de libre-échange ou encore le « chantier du règne » qu'est l'INDH, n'avaient préalablement figuré dans aucun programme d'aucun parti politique. Tous ces « chantiers » avaient été décidés dans les arcanes du Palais royal et non dans les cabinets ministériels des gouvernements (et encore moins dans les partis qui les soutenaient). Ils ont ensuite été mis en œuvre sans être préalablement validés ni par le Gouvernement ni par le Parlement...

Toujours est-il que le « programme du Roi » sera mis en œuvre par un gouvernement qui n'en maîtrise en réalité ni les tenants ni les aboutissants. Il doit gérer tant bien que mal les conséquences de choix auxquels il n'avait guère été associé. Le plus souvent, c'est la monarchie qui doit annoncer les bonnes nouvelles et présider aux inaugurations, mais c'est ensuite le gouvernement qui doit gérer les déboires et affronter les échecs, dans un climat de dilution des responsabilités déconcertant. A titre d'exemple, le projet du TGV est aujourd'hui mis en œuvre par un ministre dont le parti avait clairement critiqué le lancement. Il doit aujourd'hui justifier ce qu'il considérait injustifiable hier¹⁵⁸. Il en va à peu près de même des accords de libre-échange, des accords sectoriels, de la défiscalisation de l'agriculture...

Enfin quand une législature s'achève et que, comme dans tout système de démocratie représentative digne de ce nom, le pouvoir exécutif doit rendre compte de sa gestion devant les électeurs, on assiste au Maroc à une situation surréaliste : D'un côté le « Palais », où réside le véritable pouvoir de la « monarchie exécutive », ne se présentant pas aux élections, n'a de comptes à rendre à personne ; et de l'autre, le gouvernement ne se sent comptable que des « petites choses », car dès qu'il est question des stratégies et des grandes décisions lourdes de

---

¹⁵⁷ Sur « La fabrique de la décision économique » au Maroc, voir le dossier portant le même titre, publié dans la Revue *Economia*, n°3, juin-septembre 2008, pp. 37-72.

¹⁵⁸ Du reste, « hors caméra et micro », beaucoup de responsables avouent être acculés à avaler cette couleuvre seulement parce que c'est le « projet du Roi »...

conséquences, chacun se hâte de tirer le parapluie des « Hautes Directives de Sa Majesté », ce qui a pour effet immédiat de clore le débat.

Ainsi, ce grand moment pré-électoral, précieux dans toute démocratie parce que ouvert à tous les débats et toutes les remises en cause, à l'évaluation des bilans, aux controverses sur les causes et les conséquences des choix opérés, sur les responsabilités des uns et des autres, les enseignements tirés de l'expérience et les alternatives proposés par chacun, ce moment tourne court au Maroc parce que le principal acteur politique du pays n'est pas « sur le terrain » mais « au-dessus de la mêlée ». Le Roi qui par ailleurs décide de tout, ou presque, n'est alors responsable de rien.

Le plus grave dans un tel système est que, puisque les stratégies et les grandes orientations royales ne sont pas discutables, elles ne font pas l'objet d'une évaluation critique, et même lorsqu'il arrive que par des voies détournées, celle-ci est faite, il ne peut en découler aucune remise en cause des choix fondamentaux ayant conduit aux résultats déplorés. C'est le cas par exemple de la plupart des Accords de libre-échange dont il a été question plus haut, et à propos desquels il y a aujourd'hui un consensus pour admettre leurs nombreux et lourds défauts. Oui, mais qui peut se hasarder à revendiquer la remise en cause d'une politique qui procède d'une « volonté royale » ? Qui peut oser, avec tout le respect qui lui est dû, dire au Roi qu'il s'est trompé, et qu'il est temps qu'il change de politique ?

Et c'est ainsi que les mêmes expériences plus ou moins malheureuses peuvent invariablement se suivre et se ressembler, que les mêmes choix conduisant aux mêmes échecs peuvent se perpétuer. En somme les mêmes causes peuvent éternellement produire les mêmes effets. Là réside fondamentalement cette incapacité « génétique » du système politique marocain à s'instruire de ses propres erreurs, à corriger ses mauvais choix, à générer les mécanismes autorégulateurs nécessaires, tirer les leçons de l'expérience pour avancer, s'améliorer. D'où ce sentiment d'immobilisme persistant...

6.2. Le système politique continuera de faire obstacle au développement tant que...

La constitution de 2011 n'a guère apporté la réponse appropriée et tellement nécessaire au problème majeure qui a fini par faire du système politique de ce pays l'obstacle incontournable devant lequel bute tout effort de son développement. Comme on l'a vu plus haut (introduction de la quatrième partie), par la grâce de l'article 49, qui attribue au Conseil des ministres (présidé par le Roi) le pouvoir de décision en ce qui concerne les « orientations stratégiques de la politique de l'Etat », se perpétue le « verrouillage institutionnel » au profit de la « monarchie exécutive »¹⁵⁹. Par la force des textes de loi donc mais aussi par la pratique quotidienne, c'est le Roi qui continue de décider les stratégies du pays, c'est lui qui reste maître des établissements publics les plus influents dans l'économie nationale, et c'est encore lui qui garde la haute main sur les Instances de contrôle et de régulation les plus importantes dans le paysage institutionnel. Concrètement, c'est donc lui qui décide de mesures qui peuvent accentuer le chômage ou le diminuer, dégrader le pouvoir d'achat de la population ou l'augmenter, plomber l'indicateur de développement humain ou l'améliorer, détériorer la compétitivité des entreprises ou la promouvoir...

---

¹⁵⁹ Cf. N. Akesbi, « La dimension économique de la nouvelle Constitution... », op. cit, 2914 ; N. Akesbi, *Le système politique comme obstacle au développement économique du Maroc*, Université Citoyenne, HEM, Document ppt, Rabat, 13 janvier 2016.

Le Roi peut réussir ou échouer, avoir raison ou se tromper, être bien inspiré ou mal conseillé... Bref, on comprend que le problème est certes dans cet accaparement du pouvoir de décision, mais qu'il l'est encore davantage dans le fait que, n'étant responsable devant personne ni redevable de ses actes devant aucune Institution ni aucun électeur, ne permettant même pas qu'on puisse « débattre » ses discours et ses décisions, le Roi n'est finalement pas « interpellable » et aucun mécanisme institutionnel ne permet de lui signifier les erreurs qu'il peut commettre et encore moins la nécessité de remettre en cause ses choix lorsqu'ils s'avèrent non fructueux.

Dès lors, comment le commun des citoyens, insatisfait de son sort, peut-il signifier à celui qui le gouverne son mécontentement, et son désir de le voir changer de politique ? Quelle autre possibilité lui reste-il s'il ne peut le faire par la voie démocratique universellement reconnue ? Là est le cœur de « l'équation marocaine », le problème de fond qui, tant qu'il persistera, fera que le régime politique actuel ne sera jamais une démocratie. Un pays en réel voie de développement non plus.

Bibliographie

- Aboulmaali M. (2015). Entretien, In Dossier (en arabe): « 12 millions de marocains ont besoin de l'intervention de l'Etat : Est-ce que la pauvreté nous a vaincus ? », *Akhbar Al Yaoum*, quotidien, Casablanca, 8-9 août.
- Agénor P-R. et Aynaoui K. (2014). *Maroc : Stratégie de croissance à l'horizon 2025 dans un environnement international en mutation*, OCP Policy Center, Rabat.
- Akesbi N. (1978). « Structures fiscales et politiques du Maroc indépendant », *Lamalif*, revue mensuelle, n°101, Casablanca.
- Akesbi N. (1981). « Impôt Agricole, surplus et dépendance alimentaire », Communication à la Journée sur la Sécurité Alimentaire, organisée par l'Association des Economistes du Maroc, Rabat, 1980, Doc. Ronéo., 38 pages, publiée In *Libération*, hebdomadaire, Casablanca, n° 296-297, 23 janvier 1981.
- Akesbi N. (1987). « Les instruments de la politique agricole », in *La Grande Encyclopédie du Maroc*, Vol. Agriculture et Pêche, éditions GEI, Rabat – Bergamo (Italie).
- Akesbi N. (1993). *L'Impôt, l'Etat et l'Ajustement*, Actes éditions, Rabat.
- Akesbi N. (1997). *Politique d'ajustement structurel dans le secteur agricole, approche macro-économique*, In : FAO-MAMVA, Impact du programme d'ajustement structurel sur le développement du secteur agricole, tomes 1-4, Rabat, mai.
- Akesbi N. (2005). « Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine », Rapport du groupe thématique *Croissance économique et développement humain ; 50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc, Rabat.
- Akesbi N. (2008). « Bilan d'une réforme fiscale qui se voulait structurelle », étude publiée en deux parties, *Revue Economia*, Centre d'Etudes Sociales, Economiques et Managériales (CESEM), n° 2 & 3, Rabat, février et juin.
- Akesbi N. (2011). « Le Plan Maroc Vert : une analyse critique », In : *Questions d'économie marocaine 2011*, ouvrage collectif, Association marocaine de sciences économiques, éd. Presse universitaire du Maroc, Rabat.
- Akesbi N. (2012). La réforme fiscale au Maroc : Pour une fiscalisation appropriée du capital, *Questions d'économie marocaine 2012*, Presse Universitaire du Maroc, Rabat.
- Akesbi N. (2014). « La dimension économique de la nouvelle Constitution à l'épreuve des faits », In : *La nouvelle Constitution marocaine à l'épreuve de la pratique*, ouvrage collectif en deux volumes, coordonné par O. Bendourou, R. El Mossadeq et M. Madani, Editions La Croisée des Chemins – Frederich Ebert Stiftung, Casablanca.
- Akesbi N. (2015). *L'économie marocaine est-elle apte à l'émergence ?* Communication au 9^{ème} Congrès de l'Association Marocaine de Sciences Economiques, Document ppt, Rabat, 12 juin.
- Akesbi N. (2016a). *Le système politique comme obstacle au développement économique du Maroc*, Université Citoyenne, HEM, Document ppt, Rabat, 13 janvier.
- Akesbi N. (2016b). *L'économie marocaine, entre la rente et l'émergence*, Université Citoyenne, HEM, Document ppt, Oujda, 23 janvier.
- Akesbi N. (2016c). *Où va l'économie marocaine*, 2ème Forum de l'Association Marocaine de Science Economique, Document ppt, Rabat, 4 juin.
- Alaoui H.M. (2015). « Devançons la vague au lieu de la subir », *Economie & Entreprise*, mensuel, Casablanca, avril.
- Al Andaloussi D. (2014). « Une initiative qui interpelle les responsables sur le manque de convergence », *Challenge*, Casablanca, 23 mai.

- Amar A. (2009). *Mohammed VI – Le grand malentendu*, éd. Calmann-Lévy, Paris.
- Amilhou A. (2008). « Au Royaume du marketing social », *Le Journal hebdo*, Casablanca, 4 octobre.
- Amin S. (1966). *L'économie du Maghreb*, 2 volumes, éditions de minuit, Paris.
- Amine M. (2015). « L'esprit perdu des réformes fiscales », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 24 avril.
- Ammor F. (1987). *Le Maroc dans l'économie mondiale*, Les éditions maghrébines, Casablanca.
- Anonyme (2016). « Les chantiers qui vont changer le visage économique du Maroc », Dossier Spécial « Fête du Trône », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 29 juillet.
- Association des Economistes du Maroc (AEM, 1994). *Bilan décennal du programme d'ajustement structurel et perspectives de l'économie marocaine*, Actes du Colloque international, Rabat, 1-3 octobre 1993, Annales Marocaines d'Economie, n°spécial.
- Assouali M. (1996). *Le processus de privatisation au Maroc*, Publications de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement (REMALD), série « Thèmes actuels », n°7, éditions maghrébines, Casablanca.
- Banque africaine de développement (BAD, 2015). *Diagnostic de croissance du Maroc ; Analyse des contraintes à une croissance large et inclusive*, BAD - Gouvernement du Maroc - Millenium Challenge Corporation.
- Bank Al-Maghrib (BAM, 2013 et 2015). *Rapports annuels des exercices 2013 et 2015*, Rabat.
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD, 1966). *The Economic Development of Morocco*, The Johns Hopkins Press, Baltimore.
- Banque mondiale (BM, 1994a). Morocco : *The impact of liberalization on trade and industrial adjustment*, vol.1: Executive summary report, oct. 1.1987 (Report, n°6714-MOR).
- Banque mondiale (BM, 1994b). *Deuxième Prêt à l'ajustement du secteur agricole*, Rapport d'achèvement d'exécution, Washington DC, 12.9.1994.
- Banque mondiale (BM, 1995). *Royaume du Maroc : Mémoire économique – Vers une augmentation de la croissance et de l'emploi*, Rapport n°14155-MOR, Washington, DC.
- Banque mondiale (BM, 1997). *Royaume du Maroc : Stratégie de développement rural (1997-2010)*, N° 16303-MOR, Rapport en trois volumes, Washington DC.
- Barka H. (2005). *Le rôle économique de l'Etat à l'heure des mutations économiques et financières : Le cas du Maroc*, Thèse es sciences économiques, Université Mohammed V – Agdal, Rabat.
- Benali D. (1993). « La politique économique marocaine de l'indépendance à nos jours », In : *Analyse de politiques économiques appliquées au Maroc*, sous la direction de Driss Benali et André Martens, collection GREI (Groupe de recherche en économie internationale), Rabat.
- Benali D. (1989). « Changement de pacte social et continuité de l'ordre politique au Maroc », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, éditions du CNRS, tome XXVM, Aix-en-Provence.
- Berrada A. (1984). « A propos de la réforme fiscale au Maroc », *Revue Juridique, Politique et Economique du Maroc*, n° 15.
- Berrada A. (2012). « Politique fiscale et déficit persistant de transparence et de performance : cas du Maroc », *Revue marocaine d'audit et de développement*, n° 33.
- Berrada A. (2016). *Les finances publiques au Maroc : Quelques éléments d'analyse*, Cahiers Libres, Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales, n°4, mai-juin.
- Berrada A. et Saadi M-S (1992). « Le grand capital privé marocain », In : *Le Maroc Actuel*, ouvrage collectif, éditions du CNRS, Paris.

- Bouachik A. (1993). *Les privatisations au Maroc*, Friedrich Naumann, Najah El Jadida, Casablanca.
- Bouderbala, N., Chraïbi, M. et Pascon, P. (1974, 1977). *La question agraire au Maroc*, Bulletin Economique et Social du Maroc, Documents, n° triple 123-125 (volume 1), n° double 133-134 (volume 2), Rabat.
- Boukhima A. (2005). « Doit-on tout déléguer ? », *Economie / Entreprise*, mensuel, Juin, Casablanca.
- Belhouari S. (2012). « Gestion déléguée : La fin d'un modèle », *Economie/Entreprise*, mensuel, octobre, Casablanca.
- CapDema Association (2011). *Éléments sur le projet de Ligne à Grande Vitesse au Maroc*, Rapport coordonné par A. Damghi, Octobre (www.capdema.org).
- Chadi T. (2008). « INDH : Tout reste à faire », *Le Journal hebdo*, Casablanca, 17 mai.
- Chajai F. (1976). *L'aide d'obédience américaine et son impact sur le secteur public au Maroc*, Les éditions maghrébines, Casablanca.
- Cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc (2006). *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Document de synthèse du Rapport général, « L'avenir se construit et le meilleur est possible », Rabat, janvier 2006.
- Collectif (2008). « La fabrique de la décision économique », Dossier, Revue *Economia*, n°3, juin-septembre.
- Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE, 2015). *Maroc : Le pari de l'émergence*, Les publications économiques de la COFACE, mai.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, 2016). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2015*, Nations Unies, New York et Genève.
- Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE, 2013). Initiative Nationale pour le Développement Humain : Analyse et recommandations – Avis, Saisine n° 2 / 2013.
- Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE, 2014). *Cohérence des Politiques Sectorielles et Accords de Libre-échange: Fondements stratégiques pour un développement soutenu et durable*, Auto-Saisine n°16/2014, Rabat.
- Cour des Comptes (2014). *Rapport sur la gestion des services publics locaux*, Rabat.
- Crétois J. et Bennani A. (2013). « Quand l'INDH tue l'initiative », *TelQuel*, Hebdomadaire, Casablanca, 8 novembre.
- Dalle I. (2004). *Les trois rois – La monarchie marocaine, de l'indépendance à nos jours*, éd. Fayard, Paris.
- Dalle I. (2011). *Hassan II, entre tradition et absolutisme*, éd. Fayard, Paris.
- Diao M. (2013). « Partenariat public-privé : Un palliatif aux crises des finances publiques ! » *Finances News*, hebdomadaire, 25 juillet, Casablanca.
- Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (DEPP, 2006). *Impact de la privatisation sur l'investissement au Maroc*, Note DEPP/DPO/DP/SOT, Rabat.
- Division de la Coordination Economique et du Plan (DCEP, 1965). *Plan Triennal 1965-67*, Rabat.
- El Aissi N. (2012). « Les limites de la gestion déléguée – Le modèle marocain s'essouffle », *L'Economiste*, quotidien, 3 octobre, Casablanca.
- El Aoufi N. (1990). *La marocanisation*, éd. Toubkal, Rabat.
- El Ghoulabzouri M. (1994). *Le FMI, la BIRD et la politique économique des pays sous programme : cas du Maroc*, Mémoire de DES, Faculté de Droit, Rabat- Agdal.
- El Karmouni Gh-W. (2013). « Privatisation : l'Etat dope le privé », *Economie et Entreprise*, mensuel, Casablanca, octobre.
- El Malki H. (1973). *Le financement du développement économique au Maroc (1960-1977) : Problèmes et perspectives*, Les éditions maghrébines, Casablanca.

- El Mnasfi M. (2013). *Les effets de la participation citoyenne dans les projets urbains au Maroc : le cas de l'INDH en milieu urbain*, Etudes et Essais du Centre Jacques Berque, n°17, Rabat.
- El Mossadeq R. (1998). *Les labyrinthes de l'alternance : Rupture ou continuité ?* Najah El Jadida, Casablanca.
- Enasri A. (2012). « Crise financière et partenariat public-privé », *Economie/Entreprises*, mensuel, octobre, Casablanca.
- Ezzaki T. (1981). *Infrastructure et développement au Maroc*, éd. Stouky, Rabat.
- Ezzouak M. (2011). « TGV – Le Maroc s'offre un cadeau empoisonné », Site *Yabiladi*, 29 septembre (www.yabiladi.com).
- Fondation Abderrahim Bouabid (FAB-CAE, 2010). *Le Maroc a-t-il une stratégie de développement économique ? Quelques éléments de réflexion pour un véritable décollage économique et social*, Cercle d'Analyse Economique, Salé, Juin.
- Gharbaoui H. (2016). « Autoroutes : Un modèle à bout de souffle », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 3 juin.
- Hajji N., Jaidi L. et Zouaoui M. (HJZ, 1992). *Prix et concurrence au Maroc*, éd. Najah El Jadida, Casablanca.
- Hamdouch B. (1990). *Politiques de développement et d'ajustement au Maroc à l'épreuve de la crise*, éd. Smer, Rabat.
- Haut Commissariat au Plan (HCP, 2016a). *Rapport des comptes nationaux provisoires 2015*, Rabat, juin.
- Haut Commissariat au Plan (HCP, 2016b). *Etude sur le rendement du capital physique au Maroc*, Rabat.
- Kabli M. (Présentation et direction, 2011). *Histoire du Maroc – Réactualisation et synthèse*, Editions de l'Institut Royal pour la Recherche sur l'Histoire du Maroc, Rabat.
- Kably M. (1996). « Le Maroc compétitif : les grands axes du plan d'action stratégique », *L'Economiste*, quotidien, Casablanca, 1^{er} août.
- Khalid B. et Saïdi A. (2007). « INDH : L'échec du relais associatif », *Challenge*, hebdomadaire, Casablanca, 27 mars.
- Hazim M. (2011). « Gestion du développement économique et social au Maroc », *Les Cahiers du Plan*, Haut Commissariat au Plan, n°33, janvier-Février.
- Lahbabi M. (1977). *L'économie marocaine – Notions essentielles*; Tome 1 – *Les fondements de l'économie marocaine*, Les éditions maghrébines, Casablanca.
- Le Bec Ch. (2011). « France - Maroc : le TGV Tanger-Casablanca en sept points », Site *Jeune Afrique*, 22 septembre (<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2645p102-103.xml0/>);
- Le Braz E. (2012). « TGV – L'impossible débat », *TelQuel*, hebdo, Casablanca, 21 avril.
- Levau R. (1976). *Le fellah marocain, défenseur du trône*, éditions de la Fondation Nationale des Sciences politique, Paris.
- Maghri A. (2006). « Privatisations : encore un potentiel de 630 milliards de DH », *La Vie éco*, hebdomadaire, 23 juin, Casablanca.
- Mansouri S. (2010). « Les repreneurs ont-ils tenu leurs engagements », *Challenge*, Hebdomadaire, 23 janvier, Casablanca.
- Mechbal M. (2010). « Grands chantiers – Le TGV sifflera trois fois », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 18 décembre.
- Meskine Y. (2014). « Les disfonctionnements de l'INDH limitent les résultats qui en sont attendus », *Akhbar Al Yaoum*, quotidien, Casablanca, 21 mai.
- Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (MARA, 1993). *Contribution du Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire à une stratégie de développement rural*, Rabat.

- Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (MADRPM, 1999). *Plan Quinquennal de Développement Économique et Social 1999-2003*, Volume 1: *Développement Rural*, Rapport principal, Rabat.
- Ministère de l'Economie Nationale (MEF, 1960). *Tableaux économiques*, Service central des statistiques, Rabat.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2015a). *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2015 – Rapport économique et financier*, Rabat.
- Ministère de l'économie et des finances (MEF, 2015b). *Tableau de bord sectoriel*, Rabat.
- Ministère de l'économie et des finances (MEF, 2015c). *Tableau de bord des indicateurs macroéconomiques*, Rabat.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016a). *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2016 – Rapport sur les dépenses fiscales*, Rabat.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016b). *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2016 – Rapport économique et financier*, Rabat.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016c). *Tableau de bord des principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux*, janvier.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016d). *Tableau de Bord Social*, juillet.
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF, 2016e). *Projet de Loi de finances pour l'année budgétaire 2017 – Rapport économique et financier*, Rabat.
- Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales (MEAS, 2015). *Document de Stratégie nationale pour l'emploi*, Rabat.
- Mousjid B. (2016). « Tourisme : L'échec d'une politique d'Etat », Dossier, *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 29 avril.
- Moustakbal J. (2010). « TGV Casablanca-Tanger: encore un éléphant blanc à la marocaine! », Site CADTM, 17 déc. (<http://www.cadtm.org/TGV-Casablanca-Tanger-encore-un>).
- Oualalou F. (1980). *Propos d'économie marocaine*, éditions SMER, Rabat.
- Pascon P. (1977a). « Le patrimoine de la colonisation privée en 1965 », In : Bouderbala-Chraïbi-Pascon, *La question agraire au Maroc 2*, Bulletin économique et social du Maroc, n°133-134, Rabat, 1977.
- Pascon P. (1977b). *Le Haouz de Marrakech*, tomes 1 et 2, Rabat.
- Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD, 1991). *Rapport mondial sur le développement humain 1991*, éd. Economica, Paris.
- Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD, 2015). *Rapport sur le développement humain 2015 – Le travail au service du développement humain*, PNUD, New York.
- Premier Ministre, Observatoire National du Développement Humain (ONDH, 2013). *Evaluation des réalisations de la première phase de l'INDH (2005-2010) et leurs effets sur les populations cibles*, Synthèse, Rabat.
- Renard X. (2012). « Maroc : Pour ou contre le TGV ? », Site *L'Express.fr*, 20 avril (www.lexpress.fr).
- Royaume du Maroc – Cour des Comptes (RM-CC, 2014). *Rapport sur le système de compensation au Maroc – Diagnostic et propositions de réforme*, Rabat.
- Salmi J. (1979). *Planification sans développement*, éditions maghrébines, Casablanca.
- Saâdi M.S. (1988). *Les groupes financiers au Maroc*, éd. Okad, Rabat.
- Secrétariat au Plan, au Développement Régional et à la Formation des Cadres (SPDRFC, 1973). *Plan de Développement Economique et Social 1973-1977*, Volume 1 – Perspectives générales de développement, Rabat.
- Secrétariat au Plan et au Développement Régional (SPDR, 1979). *Plan de Développement Economique et Social 1978-1980*, Volume 1 – Les orientations et les perspectives générales et régionales de développement, Rabat.

- Triki Kh. (2005). « La saga des privatisations », *TelQuel*, hebdomadaire, Casablanca, 10 décembre.
- Vermeren P. (2009). *Le Maroc de Mohammed VI – La transition inachevée*, éd. La Découverte, Paris.
- Waterbury J. (1975). *Le commandeur des croyants - La monarchie marocaine et son élite*, éd. PUF, Paris.

Webographie :

Portail National (Discours officiels): <http://www.maroc.ma>

Discours royaux : www.maroc.ma/fr/discours-du-roi

BAM :<http://www.bkam.ma>

MEF:<https://www.finances.gov.ma>

CESE :<http://www.cese.ma>

HCP:<http://www.hcp.ma>

INDH :<http://www.indh.gov.ma>